

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	849
CABINET DU PREFET	849
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE BRONZE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS - PROMOTION DU 14 JUILLET 2006	849
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE D'HONNEUR DES TRAVAUX PUBLICS - PROMOTION DU 14 JUILLET 2006	850
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE LA MUTUALITE, DE LA COOPERATION ET DU CREDIT AGRICOLES - PROMOTION DU 14 JUILLET 2006	850
BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES	850
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. ROLAND GOSSEREZ, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE VILLERS-EN-HAYE	850
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. GILBERT MARCHAL, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE BIENVILLE-LA-PETITE	850
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. LEOPOLD ROLLIN, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE BATILLY	851
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. GILBERT PIERRE, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE BERNECOURT	851
ARRETES PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PART DE REDEVANCE DE DEBITS DE TABAC	851
SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE	852
EXAMEN DU BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU 16 MAI 2006 UFR STAPS A LA PISCINE UNIVERSITAIRE LES OCEANAUTES, RUE DE VERDUN A NANCY - PV N° 08/2006	852
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU VENDREDI 19 MAI 2006 - PV N° 09/2006	852
BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU 19 MAI 2006 FFSS A LA PISCINE DE VANDOEUVRE, RUE DE NORVEGE - PV N° 11/2006	853
BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU 19 JUIN 2006 SIUAP A LA PISCINE UNIVERSITAIRE "LES OCEANAUTES" A NANCY - PV N° 12/2006	853
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	853
PREMIER BUREAU	853
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A PAGNY-SUR-MOSELLE ET DECLARANT CES TRAVAUX D'INTERET GENERAL	853
ARRETE PREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL ET AUTORISANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DIT DU PRE LAJUS EN COMMUNE DE COURCELLES	856
ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CUSTINES ET FROUARD	857
DEUXIEME BUREAU	858
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	858
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	858
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	858
TROISIEME BUREAU	858
ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.18 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE LA PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	858
ARRETE PREFECTORAL N°06.BMSSE.19 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME MARYSE DEVAUX, DIRECTRICE DES SERVICES FISCAUX	859
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CENTRALISATION DE LA FORMALITE DE L'ENREGISTREMENT ET DE CERTAINES DECLARATIONS	860
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	861
PREMIER BUREAU	861
ARRETE APPROUVANT LA CONVENTION LIANT L'ASSOCIATION SPORTIVE NANCY LORRAINE ET LA S.A.S.P. NANCY LORRAINE	861
DEUXIEME BUREAU	861
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	861
ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	868
ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION	875
ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION	876
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 117	876
ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »	877
ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »	877
ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »	878
ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN HOTEL DANS LA CATEGORIE « HOTEL DE TOURISME »	878
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	879
PREMIER BUREAU	879
ARRETE PREFECTORAL PUBLIANT LE PERIMETRE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLE	879
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE BIONVILLE, DROUVILLE, HARBOUEY, LEINTREY ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AUTONOME	881
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	881
ARRETE PREFECTORAL DU 22 JUIN 2006 PORTANT REGLEMENT DU BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2006 DE LA COMMUNE DE BASLIEUX	881
ARRETE PORTANT SUBSTITUTION DU COMPTE DE GESTION AU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2005, COMPTE PRINCIPAL DE LA COMMUNE DE BASLIEUX	882

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	883
ARRETE DU 21 JUIN 2006 MODIFIANT LES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU SANON.....	883
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	883
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	883
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>883</i>
ARRETE N° 453/06 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-77	883
<i>SERVICE OFFRE DE SOINS HOSPITALIERE.....</i>	<i>884</i>
ARRETE N° 143/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE A LA POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY.....	884
ARRETE N° 149/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE A LA CLINIQUE LOUIS PASTEUR A ESSEY-LES-NANCY	884
ARRETE N° 150/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - HOPITAUX DE BRABOIS ADULTES	885
ARRETE N° 151/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - HOPITAL CENTRAL	885
ARRETE N° 152/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE A SAS NOUVELLE CLINIQUE JEANNE D'ARC A LUNEVILLE	885
ARRETE N° 153/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE A LA CLINIQUE AMBROISE PARE A NANCY	886
ARRETE N° 154/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE A LA CLINIQUE SAINT-ANDRE A VANDOEUVRE	886
ARRETE N° 155/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE A LA POLYCLINIQUE GENTILLY A NANCY	886
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	887
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>887</i>
ARRETE ASAD/2006/303 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE POUR LE DRAINAGE DE CHAMPENOUX	887
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	887
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	<i>887</i>
ARRETE 2006/DDE/029/CDER	887
ARRETE 2006/DDE/030/CDER	888
ARRETE 2006/DDE/032/CDER	889
ARRETE 2006/DDE/033/CDER	890
ARRETE 2006/DDE/034/CDER	890
ARRETE 2006/DDE/035/CDER	891
<i>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE.....</i>	<i>892</i>
AERODROME DE PONT SAINT VINCENT - ARRETE DDE/INF/06/21 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN NU APPARTENANT A L'ETAT POUR RECOLTE DES HERBAGES ET DROIT DE PACAGE - AVENANT N° 1 A L'ARRETE N° DDE/INF/04/54	892
AERODROME DE DONCOURT-LES-CONFLANS - ARRETE DDE/INF/06/22 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN NU APPARTENANT A L'ETAT	892
AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/06/23 PORTANT RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT	894
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	<i>895</i>
COMMUNE DE JEZAINVILLE - AMENAGEMENT DE LA RUE DE DIEULOUARD JUSQU'A LA RUE DE L'ESCH, Y COMPRIS UNE PARTIE DU CHEMIN DU BOIS LA CUITTE, AMENAGEMENT DE LA RUE DE TOUL ENTRE LE CARREFOUR AVEC LA RUE DE DIEULOUARD ET LE PONT DES PATUREAUX ET AMENAGEMENT DE LA RUE DE VERZELLE - ARRETE DE CESSIBILITE 05 DE 22 SERUJ/AJF.....	895
AVIS	896
ARRETE N° 06 DE 008 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE RAON LES LEAU EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	896
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	896
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 18 AVRIL 2006	896
DIRECTION REGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG	903
DELEGATION DE SIGNATURE POUR LES DECISIONS RELATIVES A L'ISOLEMENT DES DETENUS - DECISION DU 2 JUIN 2006	903
CENTRE DE DETENTION DE TOUL	903
DELEGATION DE SIGNATURE POUR LES DECISIONS RELATIVES A L'ISOLEMENT DES DETENUS - DECISION DU 1 ^{ER} JUIN 2006	903
RESEAU FERRE DE FRANCE	903
DECISION DE DEGRASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE	903
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE	904
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA GESTION ADMINISTRATIVE DES AGENTS DE CONTROLE DES ORGANISMES DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	904
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU CHANGEMENT D'ADRESSE EN LIGNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME ADELE DESTINE A SIMPLIFIER LES DEMARCHES DES ASSURES DU REGIME AGRICOLE	905
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY	905
DELEGATION DE SIGNATURE	905
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	906
AVENANT N° 1 A LA DECISION N° 79/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME EDITH DUFAY	906
AVIS DE VACANCES	906
AVIS DE VACANCE DE POSTES D'I.D.E A LA MAISON DE RETRAITE RAYNALD MERLIN DE DOMMARTIN SUR VRAINE ET A LA MAISON DE RETRAITE SAINT SIMON DE LIFFOL LE GRAND	906
AVIS DE VACANCE D'UN POSTE D'AGENT ADMINISTRATIF A L'EH PAD RAYNALD MERLIN DE DOMMARTIN SUR VRAINE.....	906
AVIS DE CONCOURS	906
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET - EPINAL	906
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRES DE SANTE - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE - AU CHU DE NANCY	907
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE - AU CHU DE NANCY	907

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE BRONZE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
PROMOTION DU 14 JUILLET 2006

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant modification du décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié, relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports.

VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports,

VU l'avis émis par la commission départementale de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports le 6 juin 2006,

VU l'instruction ministérielle du 19 septembre 2000 relative au nouveau contingent pour chacun des échelons de la médaille de la jeunesse et des sports à compter du 1^{er} janvier 2001,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Jean-Claude BECQUER
né le 12 février 1938 à Montauban
domicilié 20 rue des Chardonnerets
54800 CONFLANS-EN-JARNISY

Monsieur Pierre COSSON
né le 21 novembre 1944 à Etain
domicilié 15 route de Thuméreville
54800 JEANDELIZE

Monsieur Gilbert DETHIER
né le 27 avril 1936 à Paris
domicilié 62 rue de Franchepré
54240 JOEUF

Monsieur André DILLENSCHNEIDER
né le 16 juillet 1941 à Moyeuvre Grand
domicilié 44 avenue Albert 1^{er}
57000 THIONVILLE

Monsieur André FRANCOIS
né le 12 janvier 1933 à Friaucourt
domicilié 51 Grand rue
54800 FRIAUCOURT

Madame Geneviève HUSSON
née le 17 juillet 1948 à Mont-St-Martin
24 rue Raymond Poincaré
54260 LONGUYON

Monsieur Louis LANDRU
né le 1^{er} octobre 1946 à Tullins
domicilié 20 rue de Verdun
54150 LUBEY

Monsieur Michel MALLARME
né le 28 avril 1939 à Neufchâteau
domicilié 18 rue Mirabeau
54800 JARNY

Madame Marie-France BORRI
née le 6 octobre 1949 à Mont-Saint-Martin
domiciliée 8 pavillon du Parc
54680 ERROUVILLE

Monsieur Pierre SARIA
né le 25 février 1925 à Résiutta (Italie)
domicilié 56 rue du 19 mars 1962
54490 PIENNES

Monsieur Gérard LAGUERRE
né le 17 janvier 1955 à Lunéville
domicilié 14 ter rue des Bosquets
54300 LUNEVILLE

Monsieur Bruno CESCO
né le 29 juillet 1967 à Bar le Duc
domicilié Rue Eugène Cubion
54000 NANCY

Madame Monique CHRETIEN
née le 8 mars 1923 à Bar le Duc
domiciliée 3 rue Claude Debussy
54500 VANDOEUVRE

Monsieur Gino DEL FABRO
né le 8 septembre 1959 à Dombasle-sur-Meurthe
domicilié à 54110 FLAINVAL

Monsieur Serge EL FOUNI
né le 20 avril 1947 à Nancy
domicilié 6 allée de l'Alzette
54320 MAXEVILLE

Madame Liliane FAIVRE
née le 13 octobre 1957 à Pont-à-Mousson
domiciliée 315 chemin de Courcelles
54700 MONTAUVILLE

Monsieur Jean-Luc HAAS
né le 5 février 1956 à Pont-à-Mousson
domicilié 42 rue Victor Hugo
54700 PONT-à-MOUSSON

Monsieur Jean-Philippe HEURTEL
né le 19 juillet 1954 à Saint-Brieuc
domicilié 33 allée neuve
54520 LAXOU

Monsieur Maurice LARTILLOT
né le 5 septembre 1934 à Jezainville
domicilié 11 rue Saint Etienne
54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

Monsieur Jean-Paul MEURGUE
né le 3 février 1957 à Pont-à-Mousson
domicilié 717 avenue des Etats Unis
54700 PONT-A-MOUSSON

Madame Monique RIOTTE
née le 10 avril 1947 à Denain
domiciliée 5 square Georges de la Tour
54130 SAINT-MAX

Madame Ginette SPONEM
née le 19 avril 1929 à Pagny-sur-Meuse
domiciliée 3 rue des Champs Retraits
54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

Monsieur Gérard UHRING
né le 27 mars 1949 à Dombasle-sur-Meurthe
domicilié 20 avenue de Lunéville
54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE

Monsieur Jean-Paul LEBEL
né le 14 mars 1936 à Toul
domicilié 46 clos de Franchemare
54200 ECROUVES

ARTICLE 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'à monsieur le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

NANCY, le 13 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE D'HONNEUR DES TRAVAUX PUBLICS
PROMOTION DU 14 JUILLET 2006****LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics, modifié par les décrets des 1er juillet 1922 et 17 mars 1924,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics,
VU l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant les conditions d'application du décret du 1er mai 1897 modifié instituant les médailles d'honneur en faveur des personnels d'exploitation du ministère de l'équipement,

VU l'article 1er du décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 et portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics par le Préfet du département territorialement compétent,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- M. William VERMANDE, agent d'exploitation spécialisé des TPE, domicilié maison éclusière n°1 à Fontenoy-sur-Moselle
- M. Jean-Pierre CALLET, agent d'exploitation spécialisé des TPE, domicilié 21 rue des Acacias à Roville-devant-Bayon

ARTICLE 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à monsieur le Ministre, des transports, de l'équipement du tourisme et de la mer.

NANCY, le 16 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE LA MUTUALITE,
DE LA COOPERATION ET DU CREDIT AGRICOLES - PROMOTION DU 14 JUILLET 2006****LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté du 14 mars 1957, instituant la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles,

VU l'arrêté du 16 février 1970 donnant délégation des pouvoirs aux préfets pour décerner cette distinction,

SUR proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Au titre de l'année 2006, la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles est décernée aux personnes dont les noms suivent :

Médaille de bronze

- Mme Céline DIDELOT née FERRY
- M. Arnaud HUMBLLOT
- M. Bertrand VIALETTE
- M. Régis BRIGUE
- M. Philippe RAGOT
- M. Jean- Pierre PICHOT

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 29 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES**ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. ROLAND GOSSEREZ, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE VILLERS-EN-HAYE****LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. Président de l'Association des Anciens Maires et Adjoints de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. Roland GOSSEREZ, ancien maire de la commune de Villers-en-Haye est nommé maire honoraire.

ARTICLE 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'intéressé et sera insérée au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 20 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. GILBERT MARCHAL, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE BIENVILLE-LA-PETITE**LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. Président de l'Association des Anciens Maires et Adjoints de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. Gilbert MARCHAL, ancien maire de la commune de Bienville-la-Petite est nommé maire honoraire.

ARTICLE 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'intéressé et sera insérée au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 20 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. LEOPOLD ROLLIN, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE BATILLY

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. Léopold ROLLIN, ancien maire de la commune de Batilly,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}** : M. Léopold ROLLIN, ancien maire de la commune de Batilly est nommé maire honoraire.**ARTICLE 2** : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'intéressé et sera insérée au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 20 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND**ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A M. GILBERT PIERRE, ANCIEN MAIRE DE LA COMMUNE DE BERNECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. le maire de la commune de Bernécourt,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}** : M. Gilbert PIERRE, ancien maire de la commune de Bernécourt est nommé maire honoraire.**ARTICLE 2** : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'intéressé et sera insérée au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 20 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND**ARRETES PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PART DE REDEVANCE DE DEBITS DE TABAC**

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 67-725 du 23 août 1967,

VU l'avis de la commission départementale chargée de l'attribution des parts de redevance de débits de tabac dans sa séance du 27 juin 2006,

SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}** : Mme Michèle BRUNANT est nommée titulaire d'une part de redevance de débits de tabac de 3.172 € pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} juillet 2006.**ARTICLE 2** : M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et M. le directeur Régional des Douanes et des Droits Indirects, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'intéressée.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Arnaud KURZENNE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 67-725 du 23 août 1967,

VU l'avis de la commission départementale chargée de l'attribution des parts de redevance de débits de tabac dans sa séance du 27 juin 2006,

SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}** : Mme Colette LEDUC est nommée titulaire d'une part de redevance de débits de tabac de 1.500 € pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} juillet 2006.**ARTICLE 2** : M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et M. le directeur Régional des Douanes et des Droits Indirects, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'intéressée.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Arnaud KURZENNE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 67-725 du 23 août 1967,

VU l'avis de la commission départementale chargée de l'attribution des parts de redevance de débits de tabac dans sa séance du 27 juin 2006,

SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}** : Mme Pascale PERNY est nommée titulaire d'une part de redevance de débits de tabac de 3.172 € pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} juillet 2006.**ARTICLE 2** : M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et M. le directeur Régional des Douanes et des Droits Indirects, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'intéressée.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Arnaud KURZENNE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 67-725 du 23 août 1967,

VU l'avis de la commission départementale chargée de l'attribution des parts de redevance de débits de tabac dans sa séance du 27 juin 2006,

SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Mme Catherine MARCHAL est nommée titulaire d'une part de redevance de débits de tabac de 1.000 € pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} juillet 2006.

ARTICLE 2 : M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et M. le directeur Régional des Douanes et des Droits Indirects, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'intéressée.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Arnaud KURZENNE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 67-725 du 23 août 1967,

VU l'avis de la commission départementale chargée de l'attribution des parts de redevance de débits de tabac dans sa séance du 27 juin 2006,

SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Mme Muriel DELAY est nommée titulaire d'une part de redevance de débits de tabac de 3.172 € pour une durée d'un an à compter du 16 septembre 2006.

ARTICLE 2 : M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et M. le directeur Régional des Douanes et des Droits Indirects, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'intéressée.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Arnaud KURZENNE

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

EXAMEN DU BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU 16 MAI 2006
UFR STAPS A LA PISCINE UNIVERSITAIRE LES OCEANAUTES, RUE DE VERDUN A NANCY - PV N° 08/2006

16 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ANTOINE	ADELIN	LUXEUIL LES BAINS
BETARD	CHRISTOPHE	EPINAL
BLAISE	AURELIE	NANCY
DELACROIX	DAVID	COMMERCE
DIETSCHE	GUILLAUME	COLMAR
ERNEWEIN	BRUNO	NANCY
LEMOINE	GAELLE	GERARDMER
MALOSSE	LAURE	EPINAL
MARIE	HELENE	THIONVILLE
MATHIEU	NICOLAS	EPINAL
MINNE	OLIVIER	CROIX
MULLER	NATHANAELE	THIONVILLE
RICHARD	ANNE SOPHIE	EPINAL
RIOU	CHRISTOPHE	LUNEVILLE
THIEBAUT	ANNE	REMIREMONT
VULCANO	LUIGI	STRASBOURG

EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE
DU VENDREDI 19 MAI 2006 - PV N° 09/2006

44 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BARY	OLIVIER	16/09/1983	TAINTRUX
BERTRAND	GREGORY	11/05/1981	NANCY
BILLARD	BERTRAND	08/07/1987	SALMAGNE
BILLET	SEBASTIEN	06/06/1983	VANDOEUVRE LES NANCY
BONIFAZZI	GUILLAUME	30/03/1986	VANDOEUVRE LES NANCY
CASTERAN	MATTHIEU	07/04/1986	CONTREXEVILLE
CHERRIER	CELINE	05/05/1985	NANCY
CHONE	FABIEN	11/12/1984	RICHARDMENIL
COTHENET	MAXIME	20/03/1987	HEUILLEY LE GRAND
DABAUX	ROMAIN	24/01/1984	LAXOU
DAVAL	BENJAMIN	06/07/1983	NANCY
DIATTA	EMMANUEL	05/01/1977	NANCY
DIETRICH	ANTHONY	20/04/1984	COMMERCE
DOBERSEK	VIRGINIE	27/09/1982	STIRING WENDEL
DUFOR	CORALIE	01/11/1984	NANCY
FREIDINGER	NICOLAS	13/03/1984	DOMBASLE SUR MEURTHE
GENDRAULT	CLEMENT	17/10/1986	NANCY
GEORGES	FRANCK	28/07/1971	NANCY
GERDOLLE	FLAVIEN	29/06/1985	SEICHAMPS
GODFROY	MATTHIEU	28/02/1984	GOVILLER

HERMELINE	GWILHERM	05/02/1984	NANCY
KIHL	JOACHIM	05/06/1985	HOMBOURG HAUT
LAMBERT	LAURA	27/04/1981	NANCY
MESSAOUDI	HEIDI	20/12/1987	CHANTEHEUX
MESSAOUDI	JIMMY	09/11/1986	CHANTEHEUX
MICLO	JEAN BAPTISTE	11/08/1981	EINVILLE
MIZERA	CELINE	05/06/1987	NANCY
MORSALI	KAMAL	02/01/1983	VANDOEUVRE LES NANCY
MOUFLIN	MELWYN	09/01/1985	VILLERS LES NANCY
MOUGEL	HERVE	13/02/1983	LA BRESSE
PEIGNIER	JULIETTE	26/06/1987	VILLERS LES NANCY
PETIT	SEBASTIEN	12/07/1986	ECROUVES
PITOT	STEPHANE	21/01/1984	CHALIGNY
POWELL	DELPHINE	22/04/1986	VANDOEUVRE LES NANCY
ROBARDEY	ROMAIN	02/08/1987	ESSEY LES NANCY
SALZARD	REMY	07/09/1984	LUDRES
SANT	FABIEN	14/03/1984	SAINT MARCEL
SEDDA	EVE	03/12/1985	THIAUCOURT
STAPIEN	NATHALIE	29/05/1986	PAGNY SUR MOSELLE
SUTERA SARDO	JEREMY	07/05/1987	NANCY
TARUFFI	LAURA	25/06/1986	SAINT DIE
THOMAS	JOHAN	15/02/1981	SAULXURES S/MOSELLOTTE
VAN DE WOESTYNE	AUORE	12/06/1982	STRASBOURG
WAWRZYNIAK	JULIE	13/02/1987	TOUL

**BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU 19 MAI 2006
FFSS A LA PISCINE DE VANDOEUVRE, RUE DE NORVEGE - PV N° 11/2006**

16 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ABDELLI	NADIA	MAUBEUGE
BOUSNANE	HAMZA	ALGERIE
BRAHY	SANDRA	MONT ST MARTIN
BRASME	LUDIVINE	DENAIM
CHABOT	CLEMENT	BRIEY
COLLET	MARC	METZ
CUETTE	MARIANNE	PONT A MOUSSON
HAQUART	SANDY	VALENCIENNES
JACATON	CHRISTOPHE	COMINES
JACQUES	ALEXANDRE	TOUL
LEROUX	MELINA	LAXOU
MARTIN	KARINE	POMPEY
PERIAL	VINCENT	LAXOU
SAHRIJ	SOFIAN	NANCY
SAUVAGE	THIBAUT	NANCY
WALSKI	GAEL	MONT ST MARTIN

**BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU 19 JUIN 2006
SIUAP A LA PISCINE UNIVERSITAIRE "LES OCEANAUTES" A NANCY - PV N° 12/2006**

14 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BANISCH	MARCEL	SARREBOURG
BOIME	FREDERIC	CREUTZWALD
BRUNET	PASCAL	NANCY
DOLLE	MICKAEL	NANCY
DUFOUR	BRICE	NANCY
FEUILLY	HELENE	GIEN
FONTAINE	ERIC	ETTELBRUCK
MARTINIS	NATACHA	SCHILTIGHEIM
MICAULT	XAVIER	TETTNANG
MULLER	NICOLAS	STRASBOURG
OUELDEENNAOUA	KARIM	LAXOU
PAUL	MATHIEU	NANCY
PHILIPPON	SYLVAIN	VERDUN
TISSERAND	MATHIEU	SAINT DIZIER

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A PAGNY-SUR-MOSELLE
ET DECLARANT CES TRAVAUX D'INTERET GENERAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU l'article 35 de la loi 92-3 sur l'eau du 03 janvier 1992 ;
 VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;
 VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;
 VU le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;
 VU le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 modifié fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;
 VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;
 VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2000 définissant le périmètre d'agglomération de PAGNY-SUR-MOSELLE ;
 VU le projet déposé le 9 novembre 2005 par la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE, relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées à PAGNY-SUR-MOSELLE et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à PAGNY-SUR-MOSELLE ;
 CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0 (1°), 2-5-4 (1°), 5-1-0 (1°), 5-3-0 (1°) et 6-1-0 (1°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de l'autorisation ;
 VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes des systèmes d'assainissement de la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE (construction d'une station d'épuration des eaux usées à PAGNY-SUR-MOSELLE) au titre du code de l'environnement ;
 VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 11 janvier 2006 au 1^{er} février 2006 en commune de PAGNY sur MOSELLE ;
 VU l'avis du commissaire enquêteur, le 20 février 2006 ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 4 mai 2006 prorogeant le délai pour statuer sur la demande ;
 VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 18 avril 2006 ;
 VU la lettre de la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE en date du 19 mai 2006 ;
 VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en séance du 23 mai 2006 ;
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1 - OBJET**

La commune de PAGNY-SUR-MOSELLE est autorisée à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées sur le territoire de PAGNY-SUR-MOSELLE et une station d'épuration des eaux usées à PAGNY-SUR-MOSELLE dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

2.2.0 (1°) - Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 10 000 m³/j ou à 25% du débit - Autorisation ;

2.5.4 (1°) - Installations, ouvrages, digues ou remblais, d'une hauteur maximale supérieure à 0,5 m au-dessus du niveau du terrain naturel dans le lit majeur d'un cours d'eau : Surface soustraite supérieure ou égale à 1000 m² - Autorisation ;

5.1.0. (1°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieure à 120 kg de DBO₅ - Autorisation (station d'épuration de PAGNY-SUR-MOSELLE) ;

5.2.0. (1°) - Déversoirs d'orage situés sur réseaux d'égouts destinés à collecter un flux polluant supérieur à 120 kg de DBO₅ - Autorisation ;

5.3.0 (1°) - Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure ou égale à 20 ha - Autorisation ;

6.1.0 (1°) - Travaux prévus à l'article 31 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, le montant des travaux étant supérieur ou égal à 1 900 000 € HT - Autorisation ;

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande.

Ils consistent principalement en :

- la restructuration du réseau de collecte afin d'améliorer le taux de collecte en atteignant 80% minimum et diminuer le taux de dilution pour atteindre un taux de 100% ;

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 5000 équivalents - habitants sur le territoire de PAGNY-SUR-MOSELLE, parcelle AK117, en rive gauche du Moulon.

L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par boues activées à très faible charge comprenant successivement :

* Une fosse de dépotage des matières de vidange de 20 m³ et une pré fosse de 10 m³ ;

* Un dégrilleur compacteur par vis sans âme ;

* Un dessableur-déshuileur ;

* Un bassin d'aération ;

* Un clarificateur ;

Un rejet dans la canalisation qui longe le Moulon et se rejette dans le Moulon à environ 15 mètres à l'amont de la confluence du Moulon et du Beaume-Haie.

- l'aménagement de déversoirs d'orage sur les réseaux d'égouts de PAGNY-SUR-MOSELLE situés comme suit :

Déversoir d'orage	Localisation	Milieu récepteur	Charge (en équivalent-habitants)
DO 9	Croisement rue de Nivoy et avenue Théophile Brichon	Beaume Haie	179
DO 10	Extrémité Est de la rue Saint Nicolas	Le Moulon	41
DO 11	La Sablonnière, terrain voie ferrée	Le Moulon	457
DO 12	Croisement rue Thiébaut et rue Saint Nicolas	Le Moulon	229
DO 16	Croisement rue de Nivoy et rue de Favelin	Beaume Haie	178
DO 17	Croisement rue de Serre et rue Adolphe Thierry	Beaume Haie	366
DO 18	Place de Verdun	Beaume Haie	400
DO 19	Croisement rue de Joly et rue des Aulnois	Beaume Haie	1282
DO 20	A l'amont de la rue Joly, près du Château d'eau	Beaume Haie	398
DO 57	Chemin Pointanchamps	Le Moulon	140
DO A	Extrémité Sud de la rue Jean Jaurès	Le Moulon	610
DO B	Proximité de l'ancien stade derrière voie ferrée	Le Moulon	50

DO Nord	Proximité voie ferrée	La Moselle	75
DO Sud	Proximité rejet de la station d'épuration	Beaume Haie	2500
PR 1	Zone Nord	Réseau unitaire	75
PR 2	Proximité DO 9	Beaume Haie	2500
PR 3	Proximité rejet de la station d'épuration	Beaume Haie	2750
STEP	By-pass de la station d'épuration	Le Moulon	5000

- les boues seront déshydratées par centrifugation et stockées dans une benne avant évacuation vers une aire de stockage hors de la station d'épuration.
- Il est prévu un épandage des boues en agriculture après compostage.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le bénéficiaire de l'autorisation devra :

- Se conformer aux prescriptions mentionnées dans l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994, modifié le 16 novembre 1998, fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;
- Se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;

Ces 2 arrêtés sont annexés au présent arrêté.

Il devra également se conformer aux prescriptions spécifiques suivantes :

3.1 PRESCRIPTIONS SUR LE TRAITEMENT DES EAUX USEES

- Respecter les rendements de l'ouvrage d'épuration et concentrations du rejet des eaux épurées suivants :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	100 mg/l
NH ₄ ⁺	75 %	10 mg/l
MES	90 %	30 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

- Procéder à l'auto-surveillance du fonctionnement des installations selon les fréquences suivantes:

Le pétitionnaire enregistre l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et de sa fiabilité.

Le pétitionnaire devra mettre en place des dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval en canal ouvert et de préleveurs d'échantillons automatiques asservis au débit pour l'eau usée à l'entrée de la station et l'eau épurée avant rejet.

Au minimum, ce suivi doit respecter la fréquence des analyses suivantes :

Paramètre	Débit	DBO ₅	DCO	NH ₄ ⁺	MES	Boues
Fréquence annuelle des mesures	365	4	12	4 (1)	12	4 (2)

(1) Analyses effectuées de juin à septembre

(2) Quantité de matières sèches

- Tenir un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'agence de l'eau comportant les éléments objets de ce paragraphe 3.1 à 3.3.

Le pétitionnaire rédige et tient à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Il dresse un rapport annuel de synthèse du fonctionnement du système de traitement qu'il adresse aux services ci-avant.

- En cas d'alimentation en eau potable de la station d'épuration par le réseau communal, les installations ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre des phénomènes de retour d'eau et donc une pollution du réseau public.

3.2 PRESCRIPTIONS SUR LES DEVERSOIRS D'ORAGE ET POSTE DE RELEVEMENT

Sur les déversoirs d'orage ou postes de refoulement situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 et 600 kg de DBO₅ par jour, le pétitionnaire estime les périodes de déversement et les débits rejetés.

Sur les déversoirs d'orage ou postes de refoulement situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure à 600 kg de DBO₅ par jour, le pétitionnaire réalise la mesure en continu du débit rejeté et estime la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent au by-pass situé en amont immédiat de la station d'épuration.

3.3 PRESCRIPTIONS SUR LE RESEAU DE COLLECTE

L'échéancier en matière de travaux de raccordement devra être présenté au service police de l'eau dans un délai de six mois suivants la signature du présent arrêté préfectoral et validé par celui-ci.

Le pétitionnaire réalise le suivi du réseau de canalisations et tient à jour le plan de son réseau et de ses branchements.

Le pétitionnaire enregistre l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son réseau de collecte et de sa fiabilité.

Le pétitionnaire tient à jour les conventions de déversement prévues à l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

3.4 PRESCRIPTIONS SUR LE SUIVI DU MILIEU

Un suivi de l'évolution de la qualité du Moulon après travaux de la station d'épuration sera effectué par la collectivité.

La durée de ce suivi de la qualité du Moulon sera calé sur l'échéancier des travaux de collecte cité dans le paragraphe 3.3.

Le suivi sera effectué sur les points de prélèvements, définis en accord avec le service de police de l'eau, comprenant :

- un point amont dans le Moulon en amont du rejet de la station d'épuration ;
- un point central dans le Moulon au niveau du rejet de la station d'épuration ;
- un point aval dans le Moulon au niveau de sa confluence avec la Moselle.

Ces points devront faire l'objet d'analyses :

- sur les paramètres Température, pH, Oxygène dissous, DBO₅, DCO, MES, NH₄⁺ ;
- la fréquence de ces analyses est fixée à une fois par mois de juin à septembre et une fois tous les deux mois d'octobre à mai ;
- un point dit « point zéro » devra être réalisé avant la mise en fonctionnement de l'ouvrage d'épuration.

Si au terme de l'échéancier, les résultats probants sur la qualité du Moulon ne sont pas obtenus, le service police de l'eau se réserve la possibilité de proposer un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires pouvant aller jusqu'à l'obligation de faire un rejet dans la Moselle canalisée juste en aval de l'écluse ou de réaliser un soutien d'étiage.

3.5 PRESCRIPTIONS SUR LE CONTROLE INOPINE DES INSTALLATIONS, DES EFFLUENTS ET DU MILIEU RECEPTEUR

Le pétitionnaire tiendra à la disposition des autorités compétentes les pièces nécessaires à la connaissance des ouvrages et à leur mode de fonctionnement permettant de justifier que les opérations ont été réalisées conformément au dossier de demande d'autorisation.

Les agents des services chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Par ailleurs, il pourra être procédé, une ou plusieurs fois par an, par le Service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service ou de façon inopinée, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices et à leur analyse. Le pétitionnaire supportera les frais de ces analyses et

prélèvements. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant.

A titre indicatif, le nombre de contrôles à la charge du pétitionnaire ne devrait pas excéder trois par an, sauf dans le cas où les conditions techniques imposées dans le présent arrêté ne seraient pas respectées.

3.6 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX NUISANCES AUDITIVES ET OLFACTIVES

Le site étant situé à 150 mètres des premières habitations, une étude acoustique et olfactive devra être réalisée une fois la station d'épuration en service. Cette étude devra être réalisée au cours de la première année de fonctionnement de l'ouvrage d'épuration et sera adressée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales pour avis.

Suite à ces résultats, le service police de l'eau pourra éventuellement proposer de prescrire des mesures correctrices complémentaires pour limiter les nuisances.

3.7 PRESCRIPTIONS SUR LA GESTION DES BOUES

Le pétitionnaire devra présenter, sous délai d'un an avant les premiers épandages, un projet d'élimination des boues produites.

3.8 PRESCRIPTIONS SUR LES EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, mais également à la Direction Départementale des Affaires sanitaires et Sociales et au gestionnaire des puits du stade tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

De plus, en cas de nécessité d'un by-pass général de la station d'épuration, celui-ci devra être de la durée la plus courte possible et les eaux du by-pass devront se déverser dans la conduite de rejet des eaux traitées et aboutiront au droit de l'aqueduc sous le canal à grand gabarit.

ARTICLE 4 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure d'autorisation.

ARTICLE 5 - VALIDITE DE L'AUTORISATION

L'autorisation sera caduque si les travaux ne sont pas commencés dans un délai de 18 mois à partir de la date de notification du présent arrêté.

Une fois les travaux commencés, ils devront être achevés dans le délai de l'échéancier cité au paragraphe 3.3.

L'autorisation délivrée a une durée de validité de 10 ans.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE,

- Mme le Maire de PAGNY-SUR-MOSELLE,

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Directrice Départementale des Affaires sanitaires et Sociales, au Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est, au Directeur Départemental de l'Equipeement et au Chef de la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de PAGNY-SUR-MOSELLE.

NANCY, le 14 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL ET AUTORISANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DIT DU PRE LAJUS EN COMMUNE DE COURCELLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 3 janvier 1992 ;

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 211-7 et L 432-3 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés, relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration prévues aux articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 93-1182 du 21 octobre 1993 pris en application de l'article L211-7 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la demande déposée par Monsieur le Maire de COURCELLES à l'effet de déclarer d'intérêt général les travaux d'aménagement du ruisseau dit du PRE LAJUS soumis au régime d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général des travaux précités ;

VU les pièces constatant que l'enquête publique a été menée en mairie de COURCELLES ;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 30 jours en mairie précitée ;

VU l'avis favorable, le 20 mars 2006, du commissaire enquêteur ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19/04/2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 23 mai 2006 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DECLARATION D'INTERET GENERAL

Monsieur le Maire de la commune de COURCELLES est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux d'aménagement du ruisseau dit du Pré Lajus.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur la commune de COURCELLES.

ARTICLE 3 - SERVITUDE DE PASSAGE

Pendant les travaux, les riverains du ruisseau dit du PRE LAJUS devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent principalement en :

- la création d'un radier béton dans le fond du cours d'eau ;
- la création de murs de soutènement des berges d'une longueur totale d'environ 59 mètres.

Ils seront réalisés conformément au projet déposé.

ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE

Pendant les travaux, les ouvrages et les ruisseaux au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures).

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage des engins mis en œuvre sur le chantier se fera loin du cours d'eau.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux, la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, le Conseil supérieur de la Pêche de Meurthe-et-Moselle et la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle, chargée de la police de l'eau et de la pêche.

ARTICLE 6 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 - ACCORD PREALABLE POUR CERTAINS TRAVAUX

Les aménagements de clôtures et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable écrit des propriétaires riverains concernés.

L'évacuation des bois après coupe devra intervenir sous délai de 15 jours après entente avec les propriétaires riverains.

ARTICLE 9 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux d'aménagement du ruisseau dit du PRE LAJUS devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 1^{er} septembre 2006.

Les travaux concernant le ruisseau dit du PRE LAJUS devront être terminés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 10 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 12 - RECOURS

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement)

ARTICLE 13 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE,

Monsieur le Sous-Préfet de TOUL,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Monsieur le Maire de COURCELLES

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée au Chef de la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de COURCELLES.

NANCY, le 15 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES de CUSTINES ET FROUARD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment son article L562-1,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-3 du 4 janvier 2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 1 et 2,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 29 juin 2006,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture :

A R R E T E

ARTICLE 1er : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPRi) de la Moselle sur le territoire des communes de Custines et de Frouard.

ARTICLE 2 : La Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

ARTICLE 3 : La concertation prévue par l'article 2 du décret susvisé se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique notamment.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à :

- MM. les maires des communes concernées,
- M. le chef du service instructeur.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois. Mention de cet affichage sera insérée dans l'Est Républicain.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

ARTICLE 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DEUXIEME BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 28 juin 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la société vosgienne de participation, en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un établissement hôtelier à l'enseigne ETAP HOTEL à LUNEVILLE, de 70 chambres.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LUNEVILLE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 29 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 28 juin 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI HOUDCOURT en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de puériculture à l'enseigne AUBERT à HOUEMONT de 1563,73 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOUEMONT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 29 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 28 juin 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA GNC HOLDING en qualité de propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de chaussures à l'enseigne la HALLE O CHAUSSURES à ESSEY-LES-NANCY - ZAC de la Porte Verte de 900 m² de vente;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY-LES-NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 29 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.18 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE LA PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté 04/1206 du 20 octobre 2004 du ministre de l'intérieur nommant Monsieur Mohand Azzi directeur des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°05.BODE.56 du 5 décembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de la préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, modifié par l'arrêté préfectoral n°06.BMSSE.04 du 21 février 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé n°05.BODE.56 du 5 décembre 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mohand Azzi, la délégation de signature définie à l'article 4 sera exercée par Madame Brigitte Dedisse, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Sandrine Antoniazzi, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour », Mesdames Edith Charriau-Coron, Anne-Lyse Fuchs, Brigitte Leloup et Sylvia Polin, attachées, Messieurs David André et Frédéric Simeon, secrétaires administratifs de classe normale.

ARTICLE 2 : L'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé n°05.BODE.56 du 5 décembre 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, sera exercée par :

- Mesdames Odile Sbuttoni, secrétaire administratif de classe normale, et Yvette Gaertner, secrétaire administratif de classe supérieur, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Madame Marie-Catherine Toussaint, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, Mademoiselle Yolande Vaudin, secrétaire administratif de classe supérieure, Madame Audrey Bouyahiaoui-Berset, secrétaire administratif de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire ;
- Mesdames Edith Charriau-Coron, Anne-Lyse Fuchs, Brigitte Leloup et Sylvia Polin, attachées, Madame Anne Pizmoht, Monsieur Renaud Planat et Monsieur David André, secrétaires administratifs de classe normale, pour les matières relevant du bureau des étrangers ;

ARTICLE 3 : L'article 8 de l'arrêté préfectoral susvisé n°05.BODE.56 du 5 décembre 2005 est modifié comme suit :

Sous le contrôle et l'autorité de Monsieur Mohand Azzi et de Madame Brigitte Dedisse, délégation de signature est donnée à Mesdames Christine Vigneron, Catherine Claudin-Vincent, Gerhilt Stender et Monique Dijeu Lorino, Mesdemoiselles Gwenaëlle Roy, Sylviane Bilot et Christelle Schöni, adjoints administratifs et Madame Thérèse Herry, adjoint administratif principal et également à Monsieur Frédéric Simeon, secrétaire administratif de classe normale, et Messieurs Philippe Lepage, Jean-Yves Gaillard, adjoints administratifs pour les actes suivants :

- cartes de séjour temporaires valables un an
- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comptant ni avis ni décision

Le reste sans changement.

ARTICLE 4 : monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté. Ce dernier sera affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 6 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N°06.BMSSE.19 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME MARYSE DEVAUX,
DIRECTRICE DES SERVICES FISCAUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'Administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 portant déconcentration de procédures domaniales et modification du code du domaine de l'Etat ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R 176 à R 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu l'arrêté du directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle du 2 décembre 2002 désignant les fonctionnaires habilités à agir en justice conformément aux articles R.179 du code du domaine de l'Etat et 4 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisés ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 2006 nommant Madame Maryse DEVAUX en qualité de directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 28 juillet 2006 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Maryse DEVAUX, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	NATURE DES ATTRIBUTIONS	REFERENCES
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux.	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 144, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics de l'Etat. Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R.18 du Code du Domaine de l'Etat Art. R.1 du Code du Domaine de l'Etat
3	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R.83-1, R.89 et A.106 du Code du Domaine de l'Etat
4	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
5	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^è alinéa) et A.91 du Code du Domaine de l'Etat
6		
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent au recouvrement des produits domaniaux.	Art. R.158 1° et 2°, R.158-1, R.159, R.160 et R.163 du Code du Domaine de l'Etat

8	Participation du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R.105 du Code du Domaine de l'Etat
9	Gestion et réalisation des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiés au service des domaines.	Loi validée du 5.10.1940 Loi validée du 20.11.1940 Ordonnance du 5.10.1944
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opération poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale des impôts.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame DEVAUX, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. HESS, directeur assistant, ou à défaut, par MM. HUMBERT, MUNIER, CALDERARI et Mademoiselle Marie-Line KALI, directeurs divisionnaires des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, la délégation de signature conférée à Madame DEVAUX sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par M. DIGUIO, inspecteur principal, MM. LOISY, KERDONCUFF, SZUBARGA, ALBERT, SCHNEIDER et WARIS, Mmes BALANDIER et KLAEYLE, inspectrices.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 9, la délégation de signature conférée à Madame DEVAUX est exercée par M. DIGUIO, inspecteur principal, Mme KLEIN, inspecteur départemental et par M. GOGUELY, inspecteur.

Mme KLEIN et M. GOGUELY exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

La délégation de signature conférée à Madame DEVAUX pour les attributions désignées ci-dessous est exercée par Mme KLEIN, chargée des fonctions de responsable du pôle Domaine à la direction des services fiscaux, ou à défaut, par M. DIGUIO, inspecteur principal :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupation précaire des biens domaniaux de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 6 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la phase administrative de la procédure d'expropriation.

Mme KLEIN et M. DIGUIO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : Les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.07 du 11 août 2005 et n°05.BODE.33 du 12 septembre 2005 sont abrogés.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Maryse DEVAUX, directrice des services fiscaux de Meurthe et Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 14 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CENTRALISATION DE LA FORMALITE DE L'ENREGISTREMENT ET DE CERTAINES DECLARATIONS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles 650 et suivants du code général des impôts relatifs aux bureaux compétents pour l'accomplissement des formalités de l'enregistrement ;

Vu l'article 33 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu les articles 5 et 6 du décret n° 95-866 du 2 août 1995 fixant le statut particulier des personnels de catégorie A des services déconcentrés de la direction générale des impôts ;

Vu l'article 2 du décret n° 2000-738 du 1^{er} août 2000 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des impôts ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La compétence territoriale du Service des Impôts des Entreprises (SIE) de Nancy Sud-Est du département de Meurthe-et-Moselle est modifiée comme indiqué en annexe, pour l'exécution de la formalité de l'enregistrement et la réception des déclarations déposées pour la liquidation des droits d'enregistrement, en application du titre IV, et de l'article 244 bis A du titre 1^{er} de la première partie du livre premier du code général des impôts, à l'exception des déclarations prévues en matière d'impôt de solidarité sur la fortune ;

ARTICLE 2 : La présente décision prend effet à la date du 1^{er} septembre 2006 ;

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur des services fiscaux sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 10 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

La compétence territoriale mentionnée dans le présent arrêté est consultable en préfecture à la DDDPI 3.

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

PREMIER BUREAU

ARRETE APPROUVANT LA CONVENTION LIANT L'ASSOCIATION SPORTIVE NANCY LORRAINE ET LA S.A.S.P. NANCY LORRAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, notamment son article 11 ;
Vu le décret n° 2001-150 du 16 février 2001 relatif aux conventions passées entre les associations sportives et les sociétés sportives créées par elles en application de l'article 11 de la loi susvisée ;
Vu l'arrêté du 16 février 2001 fixant la liste des documents à joindre à la convention passée entre les associations sportives et les sociétés sportives créées par elles en application de l'article 11 de la loi susvisée, transmise au préfet afin d'examiner sa demande d'approbation ;
Vu le courrier de maître Frédéric FERRY, avocat à la Cour en date du 19 octobre 2005 ayant pour objet la demande d'approbation de la convention sportive entre l'Association Sportive Nancy Lorraine et la S.A.S.P. Nancy Lorraine ;
Vu les avis favorables émis par la Ligue Nationale de football et la Fédération Française de football en date des 22 et 31 mai 2006 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La convention liant l'Association Sportive Nancy Lorraine et la S.A.S.P. Nancy Lorraine est approuvée et entre en vigueur à compter de ce jour pour une durée de quatre ans.

ARTICLE 2

M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont une ampliation sera adressée au président de l'Association Sportive Nancy Lorraine ainsi qu'au président de la S.A.S.P. Nancy Lorraine.

NANCY, le 27 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DEUXIEME BUREAU

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 9 février 2006 par la direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 2 rue de Verdun 54800 CONFLANS-en-JARNISY, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0034

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de La Poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à La Poste

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de CONFLANS-en-JARNISY

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 mars 2006 par M. Nicolas BUCHELER, directeur de l'agence « CGE Distribution », sise RD 570 - 54180 HOUEMONT;
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Nicolas BUCHELER, directeur de l'agence « CGE Distribution », sise RD 570 - 54180 HOUEMONT, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0035

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Nicolas BUCHELER, directeur de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Nicolas BUCHELER, directeur de l'établissement
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-Mme le maire de HOUEMONT
NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mars 2006 par M. Daniel VOS, gérant du bureau de tabac - point presse « La Bouffarde », situé 16 Trottoir Héré, place Stanislas 54000 NANCY;
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Daniel VOS, gérant du bureau de tabac - point presse « La Bouffarde », situé 16 Trottoir Héré, place Stanislas 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0036

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Daniel VOS, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Daniel VOS, gérant de l'établissement
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de NANCY
NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 6 février 2006 par Mme Christine FILLASTRE, directrice générale de la Société Immobilière de la Place d'Alliance (SIPA), sise Maison de l'Entreprise, site technologique Saint-Jacques II, 8 rue Alfred Kastler 54320 MAXEVILLE;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme Christine FILLASTRE, directrice générale de la Société Immobilière de la Place d'Alliance (SIPA), sise Maison de l'Entreprise, site technologique Saint-Jacques II, 8 rue Alfred Kastler 54320 MAXEVILLE, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et cinq caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0039

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Christine FILLASTRE, directrice générale de la société immobilière.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Christine FILLASTRE, directrice générale de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MAXEVILLE

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 9 février 2006 par M. Régis GRANDJEAN, membre du conseil syndical de la résidence « Pythagore », située 30 rue de Metz 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le conseil syndical de la résidence « Pythagore », située 30 rue de Metz 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de cet établissement, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0041

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - L'organisme chargé du droit d'accès aux images est le conseil syndical de la résidence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Régis GRANDJEAN, membre du conseil syndical de la résidence

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de NANCY
NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mars 2006 par la Direction Régionale de la SNCF (Logistique de la direction), sise 14 viaduc J.F Kennedy 54052 NANCY;
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Direction Régionale de la SNCF (Logistique de la direction), sise 14 viaduc J.F Kennedy 54052 NANCY, est autorisée à installer, dans le hall d'entrée de la direction déléguée, située niveau 1, rue de la Rotonde, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0042

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le dirigeant du service « Logistique de la direction » de la Direction Régionale de la SNCF.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel MAIRE, dirigeant du service « Logistique de la direction »
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de NANCY
NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 1^{er} février 2006 par M. André FERRARI, maire de 54400 COSNES-et-ROMAIN;
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Le maire de 54400 COSNES-et-ROMAIN est autorisé à installer, sur le site de la salle polyvalente de la commune, rue du Dauphiné, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0043

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le maire de la commune.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. André FERRARI, maire de 54400 COSNES-et-ROMAIN

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 21 mars 2006 par M. François MICHEL, exploitant de la « Pharmacie de La Sapinière », Centre Commercial « La Sapinière » 54520 LAXOU;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. François MICHEL, exploitant de la « Pharmacie de La Sapinière », située Centre Commercial « La Sapinière » 54520 LAXOU, est autorisé à installer, dans son officine, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0046

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. François MICHEL, pharmacien.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. François MICHEL, pharmacien

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LAXOU

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 17 mars 2006 par la société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La société BATIGERE Nancy, sise 12 rue des Carmes 54064 NANCY, est autorisée à installer, dans les halls d'entrées de la Résidence « Les Jardins de Haye », située rue Sous la Croix 54600 VILLERS-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0047

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant de la société EGTN, sise 7 allée des Grands Paquis ZI Est 54180 HEILLECOURT.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Eric BINDI, directeur général de la société BATIGERE Nancy

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de VILLERS-Lès-NANCY

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 14 mars 2006 par M. Christian VIGNOL, gérant de la société CHRIS, sise 73 bis, rue du 26^{ème} BCP 54700 PONT-A-MOUSSON;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Christian VIGNOL, gérant de la société CHRIS, sise 73 bis rue du 26^{ème} BCP 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisé à installer, sur le site du parking de stockage de véhicules situé 4 route de Vandières 54700 NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0048

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Christian VIGNOL, gérant de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Christian VIGNOL, gérant de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 23 mars 2006 par M. Thierry WECKERLE, président-directeur général de la société WECKERLE « Les Cars de La Vezouze », sise 1 rue du Pré Contal 54300 LUNEVILLE;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Thierry WECKERLE, président-directeur général de la société WECKERLE « Les Cars de La Vezouze », sise 1 rue du Pré Contal 54300 LUNEVILLE, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0049

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Thierry WECKERLE, président-directeur général de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Thierry WECKERLE, président-directeur général de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LUNEVILLE

-M. le sous-préfet de LUNEVILLE

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée par La Communauté Urbaine du Grand Nancy, sise 22-24 Viaduc Kennedy 54035 NANCY;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Communauté Urbaine du Grand Nancy, sise 22-24, Viaduc Kennedy 54035 NANCY, est autorisée à installer, rue du Zénith, à l'entrée de la carrière SOLVAY 54320 MAXEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0050

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le chef du projet « prévention sécurité » à la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MAXEVILLE

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 4 avril 2006 par Mme Florence GENEVAUX, gérante du café - tabac - point presse « Le Gallia », situé 11 avenue du Général Eisenhower 54700 PONT-A-MOUSSON;
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - Mme Florence GENEVAUX, gérante du café - tabac - point presse « Le Gallia », situé 11 avenue du Général Eisenhower 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0053

ARTICLE 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Florence GENEVAUX, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Florence GENEVAUX, gérante de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE**LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 délivrant l'autorisation n° 54.05.0096 à M. Ludovic COLUSSI, gérant de la société « Auto-Soins », sise ZA du Parc de Haye, 16 allée des Fresnes 54840 VELAINES-en-HAYE;

Vu la demande complémentaire présentée le 10 janvier 2006 par M. Ludovic COLUSSI en vue d'être autorisé à installer trois caméras extérieures en direction d'un parking;

Vu le rapport de visite établi le 14 mars 2006 par MM. Claude GODFRIN et Guillaume FAVRE, membres de la commission départementale de vidéosurveillance, délégués sur place ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 23 décembre 2005 délivrant l'autorisation n°

54.05.0096

est modifié comme suit :

Article 1er -

M. Ludovic COLUSSI, gérant de la société « Auto-Soins », sise ZA du Parc de Haye, 16 allée des Fresnes 54840 VELAINES-en-HAYE, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Article 2 -

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 -

La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Ludovic COLUSSI, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 -

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 -

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Ludovic COLUSSI, gérant de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de VELAINES-en-HAYE

NANCY, le 30 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0071 à la banque « Crédit Agricole de Lorraine », sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu la demande présentée par la banque « Crédit Agricole de Lorraine » le 5 avril 2006;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0071

est modifié comme suit :

Article 1er-

La banque « Crédit Agricole de Lorraine », sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 1 rue de l'Orme 54220 MALZEVILLE, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du service de sécurité, au siège de la banque.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le responsable du service de sécurité de la banque
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de MALZEVILLE

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0166 à la banque « Société Nancéienne et Varin-Bernier » (SNVB), sise 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu la demande présentée par la banque « Société Nancéienne et Varin-Bernier » le 15 mars 2006;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0166

est modifié comme suit :

Article 1er-

La banque « Société Nancéienne et Varin-Bernier » (SNVB), sise 4 place André Maginot 54074 NANCY, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 117 avenue de la République 54310 HOMECOURT, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de la sécurité du réseau SNVB.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le responsable de la sécurité du réseau SNVB

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de HOMECOURT

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0199 à l'hypermarché CORA, situé 678 avenue du Général Bigeard 54203 TOUL;

Vu la demande présentée par le service de surveillance de l'hypermarché;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 mai 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0199

est modifié comme suit :

Article 1er-

La direction de l'hypermarché CORA, situé 678 avenue du Général Bigeard 54203 TOUL, est autorisée à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant quinze caméras intérieures mobiles, sept caméras intérieures fixes, cinq caméras extérieures mobiles et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du service de surveillance de l'hypermarché.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de l'hypermarché CORA à TOUL

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme la maire de TOUL

-M. le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0206 à la Ville de NANCY;

Vu la demande présentée par la Communauté Urbaine du Grand Nancy, sise 22-24 viaduc Kennedy 54035 NANCY, le 24 mars 2006;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 mai 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0206

est modifié comme suit :

Article 1^{er}-

La Communauté Urbaine du Grand Nancy, sise 22-24 viaduc Kennedy 54035 NANCY, est autorisée à installer, sur le site de la fourrière automobile située 183 boulevard Jean Moulin 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, une caméra extérieure mobile et six caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de la fourrière.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0272 à la banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;

Vu la demande présentée par la banque « Caisse du Crédit Mutuel » le 10 avril 2006;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0272

est modifié comme suit :

Article 1er-

La banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 1 rue Raymond Mondon 54153 BRIEY, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe .

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

Le service de sécurité de la banque, 16 rue Simon de Laplace 57071 METZ, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la banque « Caisse du Crédit Mutuel » 57071 METZ

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de BRIEY

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0282 à la banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;

Vu la demande présentée par la banque « Caisse du Crédit Mutuel » le 10 avril 2006;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0282

est modifié comme suit :

Article 1er-

La banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située place du Général Leclerc 54400 LONGWY, un système de vidéosurveillance comportant neuf caméras intérieures fixes.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

Le service de sécurité de la banque, 16 rue Simon de Laplace 57071 METZ, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la banque « Caisse du Crédit Mutuel » 57071 METZ
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de LONGWY
-M. le sous-préfet de BRIEY
NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0287 à la banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;
Vu la demande présentée par la banque « Caisse du Crédit Mutuel » le 10 avril 2006;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0287

est modifié comme suit :

Article 1^{er}-

La banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 40 rue Jeanne d'Arc 54350 MONT-SAINT-MARTIN, un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

Le service de sécurité de la banque, 16 rue Simon de Laplace 57071 METZ, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la banque « Caisse du Crédit Mutuel » 57071 METZ
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de MONT-SAINT-MARTIN
-M. le sous-préfet de BRIEY
NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0289 à la banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;
Vu la demande présentée par la banque « Caisse du Crédit Mutuel » le 10 avril 2006;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E**ARTICLE 1er -**

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0289

est modifié comme suit :

Article 1^{er}-

La banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 88 rue de Laxou 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

Le service de sécurité de la banque, 16 rue Simon de Laplace 57071 METZ, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la banque « Caisse du Crédit Mutuel » 57071 METZ

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0293 à la banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;

Vu la demande présentée par la banque « Caisse du Crédit Mutuel » le 10 avril 2006;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E**ARTICLE 1er -**

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0293

est modifié comme suit :

Article 1^{er}-

La banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 21-23 rue de la Citadelle 54015 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant neuf caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

Le service de sécurité de la banque, 16 rue Simon de Laplace 57071 METZ, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la banque « Caisse du Crédit Mutuel » 57071 METZ
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de NANCY
NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0305 à la banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;
Vu la demande présentée par la banque « Caisse du Crédit Mutuel » le 10 avril 2006;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 19 avril 2006;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0305

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La banque « Caisse du Crédit Mutuel », sise 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 5 place de la République 54200 TOUL, un système de vidéosurveillance comportant neuf caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Article 2-

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3-

Le service de sécurité de la banque, 16 rue Simon de Laplace 57071 METZ, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4-

Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5-

Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6-

Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la banque « Caisse du Crédit Mutuel » 57071 METZ
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-Mme la maire de TOUL
-M. le sous-préfet de TOUL
NANCY, le 9 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,

Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de la loi précitée,

Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,

Vu la demande présentée par M. Bernard SARAZIN, président de la société de transport routier de voyageurs à l'enseigne « Société de Déplacements et de Transports (SDT) », sise Route de Nancy, lieu-dit « Le Tambour » 54840 GONDREVILLE,

Vu l'avis favorable de la commission départementale de l'action touristique en date du 16 juin 2006,

Considérant que les conditions requises par l'article 69 du décret précité sont remplies,
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE**ARTICLE 1er :**

L'Habilitation n° HA 054.06.0001 est délivrée à la société de transport routier de voyageurs à l'enseigne « Société de Déplacements et de Transports (SDT) »

Raison sociale: Transporteur routier de voyageurs disposant d'un matériel classé

Adresse: Route de Nancy, lieu-dit « Le Tambour » 54840 GONDREVILLE

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est M. Jean-Marc MORENO, titulaire d'un certificat de capacité professionnelle.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme, sise 15 avenue Carnot 75017 PARIS.

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de la société « AXA France IARD », sise 16-18 avenue des Olympiades 94722 FONTENAY-SOUS-BOIS.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 5 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Bernard SARAZIN, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont copie sera adressée à :

*M. le ministre délégué au tourisme

*M. le préfet de la Région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme)

*M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

*M. le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 10 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,

Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de la loi précitée,

Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,

Vu la demande présentée par M. Gilbert CORBEIL, gérant de la société de transport routier de voyageurs à l'enseigne «CORBEIL Voyages Autocars Transports » sise 41 ter avenue Wilson - 54800 JARNY,

Vu l'avis favorable de la commission départementale de l'action touristique en date du 16 juin 2006,

Considérant que les conditions requises par l'article 69 du décret précité sont remplies,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE**ARTICLE 1er :**

L'Habilitation n° HA 054.06.0002 est délivrée à la société de transport routier de voyageurs à l'enseigne « CORBEIL Voyages Autocars Transports »

Raison sociale: Transporteur routier de voyageurs disposant d'un matériel classé

Adresse: 41 ter, avenue Wilson 54800 JARNY

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est M. Gilbert CORBEIL, titulaire d'une attestation de capacité professionnelle.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par « Le Mans Caution S.A », sise 12 allée du Bourg d'Anguy 72013 LE MANS CEDEX 2.

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de la société « Covéa Fleet », sise 34 place de la République 72035 LE MANS CEDEX 1.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 5 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Gilbert CORBEIL, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont copie sera adressée à :

*M. le ministre délégué au tourisme

*M. le préfet de la Région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme)

*M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

*M. le sous-préfet de BRIEV

NANCY, le 10 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 117

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;
Vu l'arrêté n° 117 du 25 février 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne GSF SECURITE, située à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54 503), 23 boulevard de l'Europe;
Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 117 du 25 février 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne GSF SECURITE, située à VANDOEUVRE-LES-NANCY, 23 boulevard de l'Europe, est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Idris MAMMERI.

NANCY, le 26 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 fixant les conditions de classement des restaurants dans la catégorie « Restaurant de tourisme » ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 relatif aux panoneaux des hôtels et restaurants de tourisme ;

Vu la demande présentée le 9 novembre 2005 par M. Jean-Sébastien MENGIN, exploitant du restaurant de l'hôtel « Cottage Hotel », situé 4 allée de Bourgogne - 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Considérant que les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1er :**

Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant de l'hôtel à l'enseigne « Cottage Hotel », situé 4 allée de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY.

Exploitant : M. Jean-Sébastien MENGIN

Numéro de SIRET : 38537080400010

ARTICLE 2 :

Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitant.

ARTICLE 3 :

En cas de changement des conditions de classement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 :

En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

ARTICLE 5 :

Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

ARTICLE 6 :

L'exploitant est tenu d'apposer le panoneau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

ARTICLE 7 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Sébastien MENGIN, exploitant du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

-M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme)

-M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme)

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

-M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 fixant les conditions de classement des restaurants dans la catégorie « Restaurant de tourisme » ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 relatif aux panoneaux des hôtels et restaurants de tourisme ;

Vu la demande présentée le 9 novembre 2005 par M. Jean-luc MENGIN, exploitant du restaurant « Vins et Tartines », situé 25 rue des Ponts - 54000 NANCY;

Considérant que les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1er :**

Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « Vins et Tartines », situé 25 rue des Ponts 54000 NANCY.

Exploitant : M. Jean-Luc MENGIN

Numéro de SIRET : 30360977000043

ARTICLE 2 :

Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitant.

ARTICLE 3 :

En cas de changement des conditions de classement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 :

En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

ARTICLE 5 :

Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

ARTICLE 6 :

L'exploitant est tenu d'apposer le panneau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

ARTICLE 7 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Luc MENGIN, exploitant du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme)
- M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme)
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN RESTAURANT DANS LA CATEGORIE « RESTAURANT DE TOURISME »

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 fixant les conditions de classement des restaurants dans la catégorie « Restaurant de tourisme » ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 relatif aux panneaux des hôtels et restaurants de tourisme ;

Vu la demande présentée le 6 mars 2006 par M. Richard BERNARD, exploitant du restaurant « La Moselle », situé 1 rue Prosper Cabirol - 54940 BELLEVILLE;

Considérant que les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1er :**

Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « La Moselle », situé 1 rue Prosper Cabirol 54940 BELLEVILLE.

Exploitant : M. Richard BERNARD

Numéro de SIRET : 48819418400013

ARTICLE 2 :

Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitant.

ARTICLE 3 :

En cas de changement des conditions de classement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 :

En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

ARTICLE 5 :

Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

ARTICLE 6 :

L'exploitant est tenu d'apposer le panneau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

ARTICLE 7 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Richard BERNARD, exploitant du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme)
- M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme)
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT CLASSEMENT D'UN HOTEL DANS LA CATEGORIE « HOTEL DE TOURISME »

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 66-371 du 13 juin 1966 relatif au classement et aux prix des hôtels et restaurants ;

Vu le décret n° 98-149 du 3 mars 1998 relatif à la commission départementale de l'action touristique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 février 1986 modifié, fixant les normes et la procédure de classement des hôtels;

Vu la demande de classement dans la catégorie « Hôtel de tourisme trois étoiles » présentée le 29 mars 2006 par Mme Valérie DUBOIS pour son établissement, à l'enseigne « Hôtel des Prélats », situé 56 place Monseigneur Ruch 54000 NANCY ;

Vu le rapport de visite établi le 23 mai 2006 par M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale de l'action touristique obtenu le 16 juin 2005;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}**

L'établissement à l'enseigne « Hôtel des Prélats », situé 56 place Monseigneur Ruch - 54000 NANCY, comprenant 42 chambres pouvant accueillir 92 personnes, est classé dans la catégorie « Hôtel de tourisme trois étoiles ».

Numéro de SIRET : 43009238700017

ARTICLE 2

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Valérie DUBOIS, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée, pour information, à :

*M. le ministre délégué au tourisme

*M. le préfet de la Région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme

*M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme)

*M. le maire de NANCY

*Mme la directrice de l'office de tourisme de NANCY

*M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

NANCY, le 10 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL PUBLIANT LE PERIMETRE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLE****LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L122-3, R122-12 et R122-13 relatifs à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU la délibération en date 31 août 2005 par laquelle la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette propose un périmètre de schéma de cohérence territoriale (SCOT);

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de

- BLÉNOD-LES-TOUL en date du 21 décembre 2005,

- BRATTE en date du 22 décembre 2005,

- FOUÛ en date du 1er décembre 2005,

- LANEUVEVILLE-DERRIÈRE-FOUÛ en date du 15 décembre 2005,

- LARONXE en date du 27 janvier 2006,

- MARTHEMONT en date du 9 mars 2006,

- PAGNY-SUR-MOSELLE en date du 26 janvier 2006,

- QUEVILLONCOURT en date du 21 janvier 2006,

- SAINT-CLÉMENT en date du 2 mars 2006,

- SAULXEROTTE en date du 27 février 2006;

VU les délibérations favorables des établissements publics de coopération intercommunale suivants:

- Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 30 septembre 2005,

- Communauté de communes de Hazelle en date du 30 janvier 2006,

- Communauté de communes du pays de Pont à Mousson en date du 20 décembre 2005,

- Communauté de Communes EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois en date du 21 octobre 2005,

- Communauté de communes La pipistrelle en date du 19 janvier 2006,

- Communauté de communes de la Mortagne en date du 19 décembre 2005,

- Communauté de communes de la Vezouze en date du 16 décembre 2005,

- Communauté de communes des côtes en Haye en date du 10 mars 2006,

- Communauté de communes des pays du sel et du Vermois en date du 15 décembre 2005

- Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch en date du 23 novembre 2005

- Communauté de communes du Badonvillois en date du 19 décembre 2005

- Communauté de communes du Bayonnais en date du 21 décembre 2005

- Communauté de communes du Cristal en date du 20 décembre 2005

- Communauté de communes du Froidmont en date du 15 décembre 2005

- Communauté de communes du Grand Couronné en date du 19 décembre 2005

- Communauté de communes du Grand Valmon en date du 20 décembre 2005

- Communauté de communes du Lunévillois en date du 19 octobre 2005

- Communauté de communes du Massif de Haye en date du 21 novembre 2005

- Communauté de communes du pays de la Haute Vezouze en date du 7 novembre 2005

- Communauté de communes du pays du Sânon en date du 20 décembre 2005

- Communauté de communes du Saintois en date du 12 décembre 2005

- Communauté de communes du Saintois au Vermois en date du 19 décembre 2005

- Communauté de communes du Toulinois en date du 21 décembre 2005

- Communauté de communes du val de Meurthe en date du 17 novembre 2005

- Communauté de Communes Moselle et Madon en date du 15 décembre 2005;

VU les délibérations défavorables des conseils municipaux des communes de :

- VANDIERES en date du 25 novembre 2005

- VIÉVILLE-EN-HAYE en date du 2 décembre 2005

- VILCEY-SUR-TREY en date du 2 décembre 2005

- VILLERS-SOUS-PRENY en date du 5 décembre 2005;

VU l'absence de délibération des communes de GERBÉCOURT-ET-HAPLEMONT, HOUDREVILLE, MOIVRONS, PRENY et VILLERS-LES-MOIVRONS ainsi que des communautés de communes de Seille et Mauchère, des trois vallées, du bassin de Pompey et du Mirabée;

VU l'avis favorable du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 25 mai 2006;

VU l'avis réputé favorable du conseil général des Vosges;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée, telles que définies par l'article L122-3 du code de l'urbanisme, sont atteintes;

CONSIDÉRANT que le périmètre délimite, aux termes de l'article L122-3 II précité, un territoire d'un seul tenant et sans enclave;

CONSIDÉRANT que le périmètre retenu permet la mise en cohérence des questions d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacement et d'environnement;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

ARRETE

ARTICLE 1er : Est publié, le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale sud Meurthe-et-Mosellan qui comprend les territoires des collectivités suivantes :

Les établissements publics de coopération intercommunale :

Communauté Urbaine du Grand Nancy

Communauté de communes de Hazelle

Communauté de communes du pays de Pont à Mousson

Communauté de Communes EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulais

Communauté de communes La pipistrelle

Communauté de communes de la Mortagne

Communauté de communes de la Vezouze

Communauté de communes de Seille & Mauchère

Communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette

Communauté de communes des côtes en Haye

Communauté de communes des pays du sel et du Vermois

Communauté de communes des trois vallées

Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch

Communauté de communes du Badonvillois

Communauté de communes du bassin de POMPEY

Communauté de communes du Bayonnais

Communauté de communes du Cristal

Communauté de communes du Froidmont

Communauté de communes du Grand Couronné

Communauté de communes du Grand Valmon

Communauté de communes du Lunévillois

Communauté de communes du Massif de Haye

Communauté de communes du Mirabée

Communauté de communes du pays de la Haute Vezouze

Communauté de communes du pays du Sânon

Communauté de communes du Saintois

Communauté de communes du Saintois au Vermois

Communauté de communes du Toulais

Communauté de communes du val de Meurthe

Communauté de Communes Moselle et Madon;

Les communes de :

BLÉNOD-LÈS-TOUL

BRATTE

FOUG

GERBÉCOURT-ET-HAPLEMONT

HOUDREVILLE

LANEUVILLE-DERRIÈRE-FOUG

LARONXE

MARTHEMONT

MOIVRONS

PAGNY-SUR-MOSELLE

PRENY

QUEVILLONCOURT

SAINT-CLÉMENT

SAULXEROTTE

VANDIERES

VIÉVILLE-EN-HAYE

VILCEY SUR TREY

VILLERS-LES-MOIVRONS

VILLERS-SOUS-PRÉNY

ARTICLE 2 : L'ensemble du dossier est consultable en préfecture de Meurthe-et-Moselle;

ARTICLE 3 : le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, Mmes et MM les maires de communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale retenus dans le périmètre, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes membres concernées et au siège des établissements publics compétents et dont mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans l'Est Républicain.

NANCY, le 10 juillet 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE BIONVILLE, DROUVILLE, HARBOUEY, LEINTREY ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AUTONOME

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-5, L 5211-18 et suivants et L 5711-1;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2002 autorisant la création du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA) ;

VU la délibération des communes de

- AZELOT en date du 19 octobre 2004
- BATTIGNY en date du 12 juillet 2005
- BASLIEUX en date du 13 décembre 2005
- BAZAILLES en date du 04 juillet 2005
- DONCOURT LES LONGUYON en date du 11 juillet 2005
- FRESNOIS LA MONTAGNE en date du 08 juillet 2005
- HAN DEVANT PIERREPONT en date du 11 décembre 2005
- LES BAROCHES en date du 28 mars 2006
- LUBEY en date du 24 juin 2005
- MONT BONVILLERS en date du 19 mai 2005
- MONTIGNY SUR CHIERS en date du 15 décembre 2005
- PIERREPONT en date du 12 décembre 2005
- SAINT FIRMIN en date du 31 mars 2005
- SAINT PANCRE en date du 20 décembre 2005
- TELLANCOURT en date du 16 décembre 2005
- VILLE HOUDLEMONT en date du 13 décembre 2005
- VILLERS LA CHEVRE en date du 15 décembre 2005
- VILLERS SUR CHIERS en date du 13 décembre 2005

demandant leur retrait du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome ;

CONSIDERANT l'adhésion des communes de LES BAROCHES et de LUBEY en date du 9 juin 2005 et de MONT BONVILLERS en date du 11 mai 2005 au syndicat CONTRAT RIVIERE WOIGOT adhérent au SDAA ;

VU les délibérations des collectivités de :

- BIONVILLE en date du 29 avril 2005
- DROUVILLE en date du 29 novembre 2005
- HARBOUEY en date du 02 novembre 2005
- LEINTREY en date du 07 novembre 2005
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES en date du 03 novembre 2005

demandant leur adhésion au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome ;

VU les délibérations du syndicat mixte d'assainissement autonome en date du 6 décembre et 14 décembre 2005 par lesquelles le comité syndical accepte ces demandes d'adhésion et de retrait ;

VU la lettre de notification aux collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome en date du 17 février 2006 demandant à leur conseil de délibérer ;

VU les délibérations des collectivités membres favorables aux retraits et adhésions, telles que recensées en annexe 1 du présent arrêté ;

CONSIDERANT les collectivités recensées en annexe 2 dont la délibération a été réputée favorable aux demandes d'adhésion et défavorable aux demandes de retraits faute de s'être prononcées dans les délais de consultation ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-8 du code général des collectivités territoriales n'est pas atteinte pour les demandes de retrait ;

VU l'avis du sous-préfet de Briey favorable aux adhésions et retraits du 29 juin 2006 ;

VU l'avis du sous-préfet de Lunéville favorable aux adhésions et retraits du 4 juillet 2006 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**ARTICLE 1^{er}** - L'adhésion de BIONVILLE, DROUVILLE, HARBOUEY, LEINTREY et de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.**ARTICLE 2** : La communauté de communes des deux rivières se substituera aux communes de BASLIEUX, BAZAILLES, DONCOURT LES LONGUYON, FRESNOIS LA MONTAGNE, HAN DEVANT PIERREPONT, MONTIGNY SUR CHIERS, PIERREPONT, SAINT PANCRE, TELLANCOURT, VILLE-HOUDLEMONT, VILLERS-LA CHEVRE, VILLERS-SUR-CHIERS au sein du SDAA.

Le syndicat de contrat rivière Woigot se substituera aux communes de LUBEY, MONT-BONVILLERS et LES BAROCHES au sein du SDAA.

ARTICLE 3 : Le retrait des communes de AZELOT, BATTIGNY, BASLIEUX, BAZAILLES, DONCOURT-LES-LONGUYON, FRESNOIS-LA-MONTAGNE, HAN-DEVANT-PIERREPONT, LES BAROCHES, LUBEY, MONT-BONVILLERS, MONTIGNY-SUR-CHIERS, PIERREPONT, SAINT-FIRMIN, SAINT-PANCRE, TELLANCOURT, VILLE-HOUDLEMONT, VILLERS-LA-CHEVRE, VILLERS-SUR-CHIERS est refusé.**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de TOUL, BRIEY, et LUNEVILLE et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

*Les annexes 1 et 2 mentionnées dans le présent arrêté sont consultables à la DRCL 1.***SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****ARRETE PREFECTORAL DU 22 JUIN 2006 PORTANT REGLEMENT DU BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2006 DE LA COMMUNE DE BASLIEUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1612-2 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995 relatif aux chambres régionales des comptes ;
 VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Lorraine, effectuée le 10 mai 2006, en vue du règlement du budget primitif pour 2006 de la commune de BASLIEUX, suite à la non adoption dudit budget par l'assemblée délibérante, dans sa séance du 3 avril 2006 ;
 VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Lorraine du 9 juin 2006, reçu en sous-préfecture de Briey le 19 juin 2006, proposant au sous-préfet de BRIEY de régler et de rendre exécutoire le budget primitif de la commune de BASLIEUX pour l'année 2006 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;
 CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes,

ARRETE

ARTICLE 1er : Le budget principal de la commune de BASLIEUX est arrêté en dépenses à 437 475,18 € et en recettes à 532 233,18 €.

ARTICLE 2 : La section de fonctionnement est fixée en dépenses à 290 194,18 € et à 384 952,18 € en recettes :

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges/caractère général	99 110,00 €	70 Produits des services/domaine	6 860,00 €
012 Charges de personnel et frais assimilés	135 050,00 €	73 Impôts et taxes	45 351,00 €
65 Charges de gestion courante	40 245,00 €	74 Dotations et participations	132 486,00 €
66 Charges financières		75 Autres produits de gestion courante	15 500,00 €
67 Charges exceptionnelles	00,00 €	013 Atténuation de charges	5 000,00 €
022 Dépenses imprévues de fonctionnement	14 673,18 €		
023 Virement à la section d'investissement	1 116,00 €	002 Excédent de fonctionnement reporté	179 755,18 €
Total dépenses	290 194,18 €	Total recettes	384 952,18 €
Solde de fonctionnement	94 758,00 €		

ARTICLE 3 : La section d'investissement est fixée en dépenses et en recettes à 147 281 € :

DÉPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
13 Subventions d'investissement	20 581,00 €	13 Subventions d'investissement	51 856,00 €
20 Immobilisations incorporelles	Total chapitres 20, 21 et 23 : 126 700,00 €	001 Résultat N-1 reporté (excédent)	32 855,00 €
21 Immobilisations corporelles		1068 Affectation N-1	61 454,00 €
23 Immobilisations en cours		021 Virement de la section de fonctionnement	1 116,00 €
Total	147 281,00 €	Total	147 281,00 €

ARTICLE 5 : Le produit des quatre taxes directes locales est fixé à 33 351 € :

	Bases notifiées	Taux	Produits
Taxe d'habitation	349 700 €	5,17 %	18 079 €
Taxe foncière sur les propriétés bâties	213 500 €	5,09 %	10 867 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	21 000 €	8,9 %	1 869 €
Taxe professionnelle	75 700 €	3,35 %	2 536 €

ARTICLE 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey, M. le maire de BASLIEUX et M. le trésorier de Longuyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- M. le président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le trésorier-payeur-général de Meurthe-et-Moselle,
- M. le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle,
- Mme le comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur municipal.

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Sous-Préfet de BRIEY,
 Philippe RONSSIN

VOIES ET DELAIS DE RECOURS : CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, L'ARRETE JOINT PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE DEUX MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELUI-CI.

**ARRETE PORTANT SUBSTITUTION DU COMPTE DE GESTION AU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2005,
 COMPTE PRINCIPAL DE LA COMMUNE DE BASLIEUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995 relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Lorraine, effectuée le 10 mai 2006, en application des dispositions de l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales relatif au rejet du compte administratif 2005 du budget principal de la commune de BASLIEUX par son assemblée délibérante, dans sa séance du 3 avril 2006 ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Lorraine du 9 juin 2006, reçu en sous-préfecture de Briey le 19 juin 2006, informant le sous-préfet de BRIEY de la non conformité du compte administratif, compte principal, avec le compte de gestion ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT que la discordance provient de la différence d'imputation d'un titre de recette entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable ;

CONSIDERANT que le compte administratif de l'exercice 2005 pour le budget principal de la commune de BASLIEUX n'est pas conforme au compte de gestion (comptes 74835 et 758) ;

CONSIDERANT que le compte de gestion présente la solution correcte

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : le compte de gestion est substitué au compte administratif de l'exercice 2005 pour le budget principal de la commune.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey, M. le maire de BASLIEUX et le trésorier de Longuyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- M. le président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le trésorier-payeur-général de Meurthe-et-Moselle,
- M. le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle,
- Mme le comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur municipal.

BRIEY, le 30 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

VOIES ET DELAIS DE RECOURS : CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, L'ARRETE JOINT PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE DEUX MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELUI-CI.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 21 JUIN 2006 MODIFIANT LES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU SANON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 mai 1996 portant création du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon ;

VU la délibération en date du 26 mars 2003 par laquelle le comité syndical du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon décide la prise de la compétence « assainissement non collectif » ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

CREVIC en date du 25 mars 2003

SOMMERVILLER en date du 21 février 2003

approuvant les modifications statutaires envisagées ;

CONSTATANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Le syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon est autorisé à exercer la compétence : assainissement non collectif.

ARTICLE 2 - L'article 2 des statuts est complété par l'alinéa suivant :

Assainissement non collectif

ARTICLE 3 - Les statuts ci-joints resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 453/06 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-77

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le livre II de la 6^{ème} partie du Code de la Santé Publique

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;

VU l'arrêté modifié du 8 juin 1999, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à MAXEVILLE - 13, rue Blaise Pascal, sous le n° 54-77 au sein de la « SELAFA L.A.B.M. AUBERT », agréée sous le n° 02 ;

VU le dossier relatif à l'intégration de Madame Emmanuelle BODE-DOTTO, médecin biologiste, en qualité de directeur adjoint du laboratoire, à compter du 1^{er} avril 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 8 juin 1999, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-77, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54320 MAXEVILLE - 13, rue Blaise Pascal, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
13, rue Blaise Pascal à 54320 MAXEVILLE
exploité au sein de la SELAFA LABM AUBERT, agréée sous le n° 02,
dont le siège social est situé 22, rue des Carmes à 54000 NANCY.

Directeurs :

Monsieur DEDERICHES Pierre, Médecin biologiste,
Monsieur BOURDETTE Pierre, Pharmacien Biologiste,
Pour des actes de Biochimie, Immunologie, Bactériologie et Virologie, Hématologie, Parasitologie.

Directeur adjoint :

Madame Emmanuelle BODE-DOTTO, Médecin biologiste,

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Pierre DEDERICHES,
- Monsieur Pierre BOURDETTE,
- Madame Emmanuelle BODE-DOTTO,
- Monsieur le Président de la SELAFA LABM AUBERT,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de MAXEVILLE,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 20 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Jean-François LHUILLIER

SERVICE OFFRE DE SOINS HOSPITALIERE

**ARRETE N° 143/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
A LA POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52 - II ;

VU le décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique, en ses articles 2, 3 et 4 ;

VU la demande présentée par la **Polyclinique Majorelle**, située 1240, avenue Pinchard 54100 NANCY reconnue complète le 4 janvier 2006, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux ;

CONSIDERANT que le dossier fait apparaître que l'installation satisfera aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé, et qu'il répond ainsi aux conditions particulières prévues par l'article 2 du décret susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue par les articles R.6322-1 à 29 du code de la santé publique est accordée à la **Polyclinique Majorelle**, située 1240, avenue Pinchard 54100 NANCY en vue de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous condition de la mise en conformité de l'installation ainsi que de la qualification des praticiens en application de l'article D.6322-43 du code susvisé, dans les délais prévus par l'article 3 du décret du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de la **Polyclinique Majorelle**.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 149/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
A LA CLINIQUE LOUIS PASTEUR A ESSEY-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52 - II ;

VU le décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique, en ses articles 2, 3 et 4 ;

VU la demande présentée par la **Clinique Louis Pasteur**, située 7, rue Parmentier 54271 ESSEY-LES-NANCY reconnue complète le 9 février 2006, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux ;

CONSIDERANT que le dossier fait apparaître que l'installation satisfera aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé, et qu'il répond ainsi aux conditions particulières prévues par l'article 2 du décret susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue par les articles R.6322-1 à 29 du code de la santé publique est accordée à la **Clinique Louis Pasteur**, située 7, rue Parmentier 54271 ESSEY-LES-NANCY en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous condition de la mise en conformité de l'installation ainsi que de la qualification des praticiens en application de l'article D.6322-43 du code susvisé, dans les délais prévus par l'article 3 du décret du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de la **Clinique Louis Pasteur**.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 150/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - HOPITAUX DE BRABOIS ADULTES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52 - II ;

VU le décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique, en ses articles 2, 3 et 4 ;

VU la demande présentée par le **Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**, situé 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54035 NANCY, reconnue complète le 20 février 2006, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans le service d'Ophtalmologie B de l'Hôpital de Brabois Adultes ;

CONSIDERANT que le dossier fait apparaître que l'installation satisfera aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé, et qu'il répond ainsi aux conditions particulières prévues par l'article 2 du décret susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue par les articles R.6322-1 à 29 du code de la santé publique est accordée au **Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**, situé 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54035 NANCY, en vue de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans le service d'Ophtalmologie B de l'Hôpital de Brabois Adultes.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous condition de la mise en conformité de l'installation ainsi que de la qualification des praticiens en application de l'article D.6322-43 du code susvisé, dans les délais prévus par l'article 3 du décret du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Général du **Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 151/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - HOPITAL CENTRAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52 - II ;

VU le décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique, en ses articles 2, 3 et 4 ;

VU la demande présentée par le **Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**, situé 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54035 NANCY, reconnue complète le 8 février 2006, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans le service de Chirurgie Maxillo-faciale, Chirurgie Plastique, Reconstructrice et Esthétique et Stomatologie de l'Hôpital Central ;

CONSIDERANT que le dossier fait apparaître que l'installation satisfera aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé, et qu'il répond ainsi aux conditions particulières prévues par l'article 2 du décret susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue par les articles R.6322-1 à 29 du code de la santé publique est accordée au **Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**, situé 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54035 NANCY, en vue de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans le service de Chirurgie Maxillo-faciale, Chirurgie Plastique, Reconstructrice et Esthétique et Stomatologie de l'Hôpital Central.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous condition de la mise en conformité de l'installation ainsi que de la qualification des praticiens en application de l'article D.6322-43 du code susvisé, dans les délais prévus par l'article 3 du décret du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Général du **Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 152/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
A SAS NOUVELLE CLINIQUE JEANNE D'ARC A LUNEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la demande présentée par la **SAS Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc**, située 26, rue Charles Vue 54300 LUNEVILLE, reconnue complète le 6 février 2006, tendant à obtenir l'autorisation de créer une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux ;

CONSIDERANT que le projet satisfait aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue par les articles R.6322-1 à 29 du code de la santé publique est accordée à la **SAS Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc**, située 26, rue Charles Vue 54300 LUNEVILLE en vue de créer une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous réserve du résultat positif d'une visite de conformité réalisée comme il est prévu à l'article D.6322-48 du code susvisé, et pour la durée mentionnée à l'article R.6322-11 de ce code.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de la **SAS Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc**.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 153/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
A LA CLINIQUE AMBROISE PARE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52 - II ;

VU le décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique, en ses articles 2, 3 et 4 ;

VU la demande présentée par la **Clinique Ambroise Paré**, située rue Ambroise Paré 54100 NANCY reconnue complète le 9 février 2006, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux ;

CONSIDERANT que le dossier fait apparaître que l'installation satisfera aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé, et qu'il répond ainsi aux conditions particulières prévues par l'article 2 du décret susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue par les articles R.6322-1 à 29 du code de la santé publique est accordée à la **Clinique Ambroise Paré**, située rue Ambroise Paré 54100 NANCY en vue de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous condition de la mise en conformité de l'installation ainsi que de la qualification des praticiens en application de l'article D.6322-43 du code susvisé, dans les délais prévus par l'article 3 du décret du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de la **Clinique Ambroise Paré**.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 154/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
A LA CLINIQUE SAINT-ANDRE A VANDOEUVRE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52 - II ;

VU le décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique, en ses articles 2, 3 et 4 ;

VU la demande présentée par la **Clinique Saint-André**, située 102, avenue Jean Jaurès 54501 VANDOEUVRE, reconnue complète le 11 février 2006, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux ;

CONSIDERANT que le dossier fait apparaître que l'installation satisfera aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé, et qu'il répond ainsi aux conditions particulières prévues par l'article 2 du décret susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue au code de la santé publique est accordée à la **Clinique Saint-André**, située 102, avenue Jean Jaurès 54501 VANDOEUVRE en vue de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous condition de la mise en conformité de l'installation ainsi que de la qualification des praticiens en application de l'article D.6322-43 du code susvisé, dans les délais prévus par l'article 3 du décret du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de la **Clinique Saint-André**.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 155/2006 AUTORISANT L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE
A LA POLYCLINIQUE GENTILLY A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.6322-1 à L.6322-3 et les articles R.6322-1 à D.6322-48 ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, notamment son article 52 - II ;

VU le décret n° 2005-776 du 11 juillet 2005 relatif aux conditions d'autorisation des installations de chirurgie esthétique, en ses articles 2, 3 et 4 ;

VU la demande présentée par la **Polyclinique Gentilly**, située 2, rue Marie Marvingt 54100 NANCY, reconnue complète le 10 février 2006, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux ;

CONSIDERANT que le dossier fait apparaître que l'installation satisfera aux conditions d'autorisation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par le code susvisé, et qu'il répond ainsi aux conditions particulières prévues par l'article 2 du décret susvisé ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Art. 1er. - L'autorisation prévue par les articles R.6322-1 à 29 du code de la santé publique est accordée à la **Polyclinique Gentilly**, située 2, rue Marie Marvingt 54100 NANCY en vue de poursuivre l'exploitation d'une installation de chirurgie esthétique dans ses locaux.

Art. 2. - La présente autorisation est accordée sous condition de la mise en conformité de l'installation ainsi que de la qualification des praticiens en application de l'article D.6322-43 du code susvisé, dans les délais prévus par l'article 3 du décret du 11 juillet 2005 susvisé.

Art. 3. - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de la Polyclinique Gentilly.

NANCY, le 6 juin 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE ASAD/2006/303 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE POUR LE DRAINAGE DE CHAMPENOUX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment les articles 40 à 42 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 mai 1985 transformant l'association syndicale libre pour le drainage au territoire de CHAMPENOUX en association syndicale autorisée ;

VU la délibération de l'association syndicale autorisée de drainage de CHAMPENOUX du 10 janvier 2006 décidant de demander sa dissolution et déterminant la répartition de l'actif financier ;

CONSTATANT que l'association syndicale autorisée de drainage de CHAMPENOUX, créée pour le drainage des terres et des prairies, a rempli son objet, qu'elle est sans activité réelle en rapport avec son objet depuis plus de trois ans et qu'elle ne présente aucun intérêt pour la prévention des risques naturels.

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'association syndicale autorisée pour le drainage dans la commune de CHAMPENOUX est dissoute.

ARTICLE 2 - L'excédent financier sera réparti comme suit :

- reliquat résultant de la vente du matériel entre les membres ayant participé au rachat, selon la règle de pourcentage ayant servi pour l'établissement annuel de la participation et au prorata de la durée,
- reliquat du remboursement des parts sociales entre tous les membres selon le même pourcentage et au prorata de durée, charge aux membres de rembourser les prédécesseurs.

ARTICLE 3 - Le reliquat éventuel de trésorerie de l'association syndicale autorisée pour le drainage dans la commune de CHAMPENOUX sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de CHAMPENOUX.

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le trésorier payeur général et le maire de CHAMPENOUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché à la mairie de CHAMPENOUX, notifié aux propriétaires membres de l'association syndicale.

NANCY, le 20 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2006/DDE/029/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE, PREFET DE MOSELLE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 96 - DDE/CDES 200 en date du 16 septembre 1996 portant réglementation de la circulation routière au droit des chantiers exécutés sous la direction des services départementaux de l'Equipelement sur les autoroutes non concédées du département de la Moselle et ses additifs ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 et son modificatif ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06.BMSSE.10. en date du 9 mai 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant délégation de signature n° SECRETARIAT GENERAL 2005-44 en date du 09 septembre 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A. 31 sens METZ - NANCY, entre les 284+350 et 283+500 et entre les PR 281+500 et 280+500, sur le territoire des communes de BOUXIERES-sous-FROIDMONT et LESMENILS ;

A la demande des subdivisions de l'équipement "Entretien des autoroutes" de Meurthe-et-Moselle et Moselle

Sur proposition de Messieurs les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et Moselle ;

A R R E T E N T

ARTICLE I

Pendant la durée des travaux, la bretelle de sortie de l'échangeur n° 28 (LESMENILS) PR 280+672 sur l'A. 31, dans le sens METZ - NANCY, est fermée à toute circulation sauf pour les véhicules de chantier.

ARTICLE II**sens METZ - NANCY**

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

sont invités à continuer sur l'A. 31 jusqu'à l'échangeur n° 27 (ATTON) et à reprendre l'A. 31 sens NANCY - METZ pour sortir à l'échangeur n° 28 (LESMENILS).

ARTICLE III

Dans le sens METZ - NANCY de 6H00 à 20H30, la vitesse est limitée de manière dégressive de 130 km/h à 90 km/h pendant la journée du 8 juin 2006 entre les PR 284+350 et 283+500 et pendant la journée du 13 juin 2006 entre les 281+500 et 280+500.

ARTICLE IV

Les nuits du 6, 7, 8, 12, 13 et 14 juin 2006 de 20 H 30 à 6 H 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31 entre les PR 287+300 au 280+000 dans le sens METZ - NANCY et entre les PR 278+800 au 286+300 dans le sens NANCY - METZ :

dans le sens METZ - NANCY

- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement - PR 286+200
- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche sens NANCY - METZ entre les PR 286+200 et 280+000 à une vitesse limitée à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 280+100)

dans le sens NANCY - METZ

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée à 90 km/h

ARTICLE V

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes mesures d'exploitation définies dans la circulaire ministérielle n°96-14 en date du 6 février 1996.

ARTICLE VI

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE VII

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions ENTRETIEN DES AUTOROUTES 54 et 57.

ARTICLE VIII

Messieurs les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et Moselle, Monsieur le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Moselle, Messieurs les directeurs départementaux de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et Moselle, Messieurs les directeurs départementaux de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle et Moselle, Messieurs les commandants de la CRS autoroutière Lorraine de CHAMPIGNEULLES et de MOULINS-les-METZ, Messieurs les Maires de BOUXIERES-sous-FROIDMONT et LESMENILS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U. de Meurthe-et-Moselle et Moselle.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 1^{er} juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation,

B. HILT

METZ, le 1^{er} juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef de la cellule Exploitation de la Route,

M. RICAUD-SOULAN

ARRETE 2006/DDE/030/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/026/CDER en date du 24 mai 2006 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de génie civil sur l'ouvrage d'art Voltaire de l'A. 31 au PR 255,239 et ce, dans les deux sens de circulation, sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/026/CDER est modifié comme suit en ce qui concerne la 2ème phase.

ARTICLE II**2^{ème} phase**

La nuit du 1er juin et les nuits des 3, 4, 5 et 6 juillet 2006 de 20 H 00 à 6 H 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31 entre les PR 258+500 et 254+900 :

dans le sens METZ - NANCY

- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 110 km/h puis à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement - PR 256+050
- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche sens NANCY - METZ entre les PR 256+050 et 255+100 à une vitesse limitée à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 255+100)

dans le sens NANCY - METZ

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite et sur la voie médiane
- la vitesse est limitée à 90 km/h

ARTICLE III

Les usagers de l'A. 31 sont autorisés à circuler sur la matérialisation signalée au sol (marquage de type zébra et ligne continue) pour accéder, lors de la 1^{ère} phase, à la sortie Frouard (échangeur n° 22) et lors de la 2^{ème} phase, à la sortie Maxéville (échangeur n° 21).

ARTICLE IV

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE V

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Monsieur le Maire de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 1^{er} juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de SERGEI,
B. HILT

ARRETE 2006/DDE/032/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/026/CDER en date du 24 mai 2006 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de réfection du parking et de la bretelle de sortie de l'aire de service LOISY sur l'A. 31, au PR 272+000 dans le sens NANCY - METZ, sur le territoire de la commune de LOISY ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Du 20 juin à 20 h 00 au 21 juin 2006 à 16 h 00, toute circulation sera interdite sur l'aire de service de LOISY située au PR 272+000 de l'A. 31 dans le sens NANCY - METZ, sauf pour les véhicules de chantier.

ARTICLE II

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES et Monsieur le Maire de LOISY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de SERGEI,
B. HILT

ARRETE 2006/DDE/033/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/33/CDER en date du 30 mai 2006 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de création de longrines en terre-plein central sur l'A. 33 au PR 0+390 sur l'ouvrage d'art n° A31-160 et ce dans les deux sens de circulation ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Les dispositions prévues dans l'arrêté susvisé au préambule du présent arrêté sont prorogées :

- Les nuits des 21 au 22 juin et du 22 au 23 juin 2006, de 21 h 30 à 6 h 00, la circulation de tous les véhicules est interdite sur la bretelle de sortie de l'A. 33 sens Strasbourg - Paris, située au droit de l'échangeur A31/A33.

ARTICLE II

Au droit de la bretelle fermée, les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- rester sur la section courante de l'A. 33 jusqu'au PR 0+000, emprunter l'A. 31 du PR 249+000 jusqu'au PR 256+600 puis la bretelle NANCY/FROUARD (sortie n° 22) échangeur de "FROUARD" - rond point de la R.D 657 (ex RN 57) puis bretelle FROUARD/PARIS du même échangeur en direction de PARIS.

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les mesures d'exploitation prévues à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours considérés.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LAXOU, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 19 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de SERGEI,
B. HILT

ARRETE 2006/DDE/034/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;

Vu l'avis du CRICR en date du 18 octobre 2005 ;

Considérant la nécessité d'effectuer la mise en chantier de la construction d'un échangeur entre la future R.N. 59 à 2 x 2 voies reliant ST CLEMENT à AZERAILLES et l'actuelle R.N. 59 du PR 10+650 et 11+950 sur le territoire de la commune de ST CLEMENT ;

A la demande de la demande du service de l'équipement SEREGT ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE I - Les nuits des 4, 5 et 6 juillet 2006 de 18 H 00 à 6 H 00, les travaux de raccordement entre les PR 10+650 et 11+950 sur la RN 59 et sur la chaussée provisoire conduisent à mettre en oeuvre les mesures d'exploitation suivantes au droit du raccordement, selon les trois phases consécutives suivantes :

Phase 1 - Sur la RN 59 - travaux de raccordement côté CHENEVIERES (chaussée sens LUNEVILLE - BACCARAT)

- limitation de vitesse à 50 km/h
- dépassement interdit
- chaussée rétrécie
- circulation par alternat manuel

Phase 2 - Sur la chaussée provisoire - travaux de raccordement côté CHENEVIERES (chaussée sens BACCARAT - LUNEVILLE)

- limitation de vitesse à 50 km/h
- dépassement interdit
- chaussée rétrécie
- circulation par alternat manuel

Phase 3 - Sur chaussée provisoire - travaux de raccordement côté ST CLEMENT

- limitation de vitesse à 50 km/h
- dépassement interdit
- chaussée rétrécie
- circulation par alternat manuel

ARTICLE II

A compter de la phase 2 et jusqu'au 13 novembre 2006, la RN 59 entre les PR 10+650 et 11+950 est fermée à la circulation. Les usagers doivent emprunter la déviation suivante entre CHENEVIERES et ST CLEMENT et ce dans les deux sens de circulation :

- Au PR 10,650 de la RN 59 prendre la chaussée provisoire parallèle à la R.N. 59 et reprendre la R.N. 59 au PR 11+950

ARTICLE III

Les conditions de circulation sur la chaussée provisoire parallèle à la RN 59 entre les PR 10+650 et 11+950 sont définies ci-après :

- La vitesse est limitée à 70 km/h
- Il est interdit de doubler
- Les véhicules roulant sur la chaussée provisoire doivent "céder le passage" au droit du giratoire Nord de ST CLEMENT.
- Les véhicules provenant du chantier devront marquer l'arrêt au "Stop" (accès au giratoire Nord de St CLEMENT et côté CHENEVIERES) avant de s'insérer sur la déviation. Il est interdit de tourner à gauche (en direction de ST CLEMENT) pour les véhicules provenant du chantier côté CHENEVIERES.
- Les accès au chantier sont interdits à la circulation sauf pour les véhicules de chantier.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire temporaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise VALERIAN.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de CHENEVIERES - ST CLEMENT et AZERAILLES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
D. LOUIS

ARRETE 2006/DDE/035/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/027/CDER en date du 24 mai 2006 ;

Considérant la nécessité de procéder à la réalisation des travaux de construction du giratoire de raccordement entre la future RN 4 à 2 x 2 voies et la RN 4 actuelle entre les PR 95+443 et 96+308, sur le territoire de la commune de GOGNEY ;

Considérant les problèmes techniques rencontrés sur la chantier ;

A la demande de la subdivision de l'équipement de SEREGT ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral susvisé au préambule du présent arrêté est prorogé jusqu'au 20 juillet 2006 à 20 H 00.

ARTICLE II

Les autres dispositions prévues dans l'arrêté initial n° 2006/DDE/027/CDER en date du 24 mai 2006 demeurent inchangées.

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de GOGNEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 26 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
B. HILT

SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

**AERODROME DE PONT SAINT VINCENT - ARRETE DDE/INF/06/21 PORTANT AUTORISATION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN NU APPARTENANT A L'ETAT
POUR RECOLTE DES HERBAGES ET DROIT DE PACAGE - AVENANT N° 1 A L'ARRETE N° DDE/INF/04/54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,
VU le code du domaine de l'Etat,
VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.31 du 7 septembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,
VU l'acte de vente en date du 24 mars 2000, des parcelles A 64 et A 67 situées sur la commune de Bainville-sur-Madon au bénéfice de l'aéro-club Albert Mangeot,
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2004 autorisant la société Cogesud à poursuivre et étendre l'exploitation de sa carrière sur une partie des parcelles A 44, A 45 et A 47,
VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,
VU la décision du Directeur départemental des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle en date du 20 juin 2006,

A R R E T E**ARTICLE 1**

La Société EARL BIMA, représentée par Madame BIDON Elisabeth, dénommée ci-après le bénéficiaire est autorisée à occuper temporairement une parcelle de 82 ha 42 a 67 ca sur la partie Ouest et 51 ha 79 a 84 ca sur la partie Est de l'aérodrome de Pont-Saint-Vincent aux clauses et conditions définies ci-après.

ARTICLE 2

Les articles 2 à 4 demeurent inchangés.

ARTICLE 3

L'article 5 est rédigé comme suit :

« La limite de validité de cette autorisation est fixée au 31 décembre 2006 »

ARTICLE 4

Les articles 6 à 8 demeurent inchangés

ARTICLE 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

- La Déléguée Territoriale Lorraine Champagne Ardennes

- Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur des Services Fiscaux

- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est

NANCY, le 30 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,
H. CORBEAU

**AERODROME DE DONCOURT-LES-CONFLANS - ARRETE DDE/INF/06/22 PORTANT AUTORISATION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN NU APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Aviation Civile,
VU le Code du Domaine de l'Etat,
VU le décret n° 60-652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.31 du 7 septembre 2005 modifié, accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,
VU la demande de l'Ecole de Parachutisme Sportif de la Moselle en date du 30 avril 2006 aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer une soute à kérosène sur l'aérodrome de Doncourt-les-Conflans,
VU l'avis de la Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine en date du 7 juin 2006,
VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,
VU la décision du Directeur Départemental des Services Fiscaux en date du 26 juin 2006,

A R R E T E**ARTICLE 1 :**

L'Ecole de Parachutisme Sportif de la Moselle, représentée par sa présidente Mme Nicole ROTH dénommée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à occuper temporairement sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS un emplacement de 150 m² en zone réservée sur lequel seront installées une soute enterrée de 15 m³ et une station de distribution de kérosène de 5 m³ aux clauses et conditions définies ci-dessous et selon le plan joint

ARTICLE 2 :

Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour l'occupation de terrain destiné à un usage lié à l'activité du parachutisme.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation précaire et révocable est accordée à titre personnel. Toutefois un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation, si ce changement est porté préalablement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la connaissance du Préfet.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

Le bénéficiaire ne peut pas recourir au crédit-bail pour financer les constructions ou installations qu'il réalise et il ne peut pas non plus hypothéquer celles-ci.

Le bénéficiaire peut, avec l'agrément du Directeur Régional de l'Aviation Civile pour la Lorraine, sous-traiter l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie des installations données en occupation.

Dans ce cas, il demeure personnellement et pécuniairement responsable, solidairement avec le sous-traitant, de l'accomplissement des obligations résultant de la présente autorisation.

La désignation du sous-traitant, ainsi que le contrat de sous-traité, devra être soumis à l'agrément préalable de l'Etat.

ARTICLE 4 :

Etant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle.

En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par les articles L 34-1 à L 34-9 du Code du Domaine de l'Etat.

ARTICLE 5 :

Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'Etat, Administration de l'Aviation Civile, les projets des travaux qu'il entend réaliser dans le cadre de la présente autorisation.

Il appartient alors au bénéficiaire de requérir les autorisations administratives réglementaires (permis de construire, récépissé d'installations classées, etc.).

ARTICLE 6 :

En cas de travaux, leur exécution sera conduite de manière à satisfaire en toute circonstance aux conditions de sécurité de la navigation aérienne et à gêner le moins possible l'exploitation générale de l'aérodrome. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour, et s'il y a lieu de nuit, selon les dispositions réglementaires. Les travaux seront réalisés en concertation avec l'Administration de l'Aviation Civile.

ARTICLE 7 :

L'Etat ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien et de réparation nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux. Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit leur importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'usage et en assurer l'entretien.

ARTICLE 8 :

Le bénéficiaire s'engage à ne commettre aucun acte susceptible d'entraver l'exploitation normale de l'aérodrome et son utilisation par les autres usagers. Il est tenu de se conformer aux règlements généraux et particuliers de l'aérodrome. Il veillera en outre à l'exécution de cette clause par toutes les personnes dont il est responsable.

ARTICLE 9 :

Le bénéficiaire aura à sa charge l'entretien, le nettoyage et la surveillance du terrain et des installations qui s'y trouvent, objet de la présente autorisation, ainsi que les abords immédiats. Le cas échéant, il fera son affaire de l'enlèvement des déchets et ordures. Il supporte, en outre, seul et intégralement, la responsabilité directe de la conservation des aéronefs, matériels et objets entreposés.

ARTICLE 10 :

Les dommages causés aux personnels, aux matériels, ou aux tiers à l'occasion des opérations assurées par le bénéficiaire sous sa responsabilité et les frais et indemnités qui en résulteraient sont à la charge du bénéficiaire dans les conditions de droit commun.

Le bénéficiaire répondra du risque d'incendie. Il devra en outre souscrire une police d'assurance pour dommages causés, y compris la responsabilité civile.

Cette police devra obligatoirement porter une clause de renonciation à tout recours contre l'Etat aussi bien de la part des assurés que de celle des assureurs en cas d'accident ou dommage pouvant intervenir à la suite de cette occupation. Les polices et quittances correspondantes devront être communiquées à l'Etat sur simple demande.

ARTICLE 11 :

L'usage de l'électricité et de l'eau, ainsi qu'éventuellement du téléphone dans les lieux occupés sera déterminé et payé conformément aux règlements de l'aérodrome.

ARTICLE 12 :

Le bénéficiaire devra payer à l'Etat, **recette principale des impôts de BRIEY**, pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation, **une redevance de 210 €** (deux cent dix euros), payable chaque année.

ARTICLE 13 :

Le bénéficiaire s'interdit toute publicité dans les lieux occupés sauf accord écrit de l'Etat.

ARTICLE 14 :

Le bénéficiaire aura la charge des impôts liés à l'occupation, objet de la présente autorisation.

ARTICLE 15 :

La limite de validité de cette autorisation est fixée au 31 décembre 2006.

ARTICLE 16 :

L'Etat ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve **d'un préavis de trois mois**.

L'autorisation sera retirée par l'Etat, immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de retard dans le paiement des redevances,
- en cas de force majeure,
- en cas de troubles occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable,
- au cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire),
- en cas de cessation de l'usage du terrain pendant une durée **d'un (1) an**.

En cas de transfert de gestion à un organisme, autre que l'Etat, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de terrain nu, siège d'implantation du hangar, sera à solliciter auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

ARTICLE 17 :

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le bénéficiaire et notamment pour qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique tel que le prévoit la réglementation sur les installations classées.

A défaut d'accomplissement de cette obligation dans un délai **d'un (1) an** à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par le gestionnaire aux frais et risques du bénéficiaire.

Si l'Etat accepte que les installations qui auraient été construites par le bénéficiaire ne soient pas enlevées, il ne saurait être tenu au versement d'une indemnité quelconque au profit de l'occupant.

ARTICLE 18 :

Le bénéficiaire fait élection de domicile :

Ecole de Parachutisme Sportif de la Moselle
B.P. n° 40048
57232 BITCHE CEDEX

ARTICLE 19 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine
- Le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliements seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est

NANCY, le 30 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Équipement,
H. CORBEAU

**AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/06/23 PORTANT RENOUVELLEMENT
D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,
VU le code du domaine de l'État,
VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'État,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.31 du 7 septembre 2005 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,
VU la demande de l'Ecole de Parachutisme Sportif de la Moselle en date du 30 avril 2006 aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer une soute à kérosène sur l'aérodrome de Doncourt-les-Conflans celle-ci entraînant le déplacement de la citerne de gaz du club aérostatique de la Moselle,
VU l'avis de la Déléguée Territoriale Lorraine Champagne Ardennes date du 7 juin 2006,
VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,
VU la décision du Directeur Départemental des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle en date du

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Le Cercle aérostatique de la Moselle, représenté par M. Christian RONNET est autorisé à occuper temporairement un terrain nu d'une superficie de 76 m², ainsi que le précise le plan joint à la présente autorisation, sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS pour y installer une citerne de GPL aux clauses et conditions définies ci-dessous.

ARTICLE 2 :

Un état des lieux, dont copie sera annexée à l'autorisation, sera établi contradictoirement préalablement à l'entrée en jouissance.

ARTICLE 3 :

Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour l'occupation d'un terrain sur lequel seront effectuées des opérations d'avitaillement en GPL.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation précaire et révocable est accordée à titre personnel.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

Le bénéficiaire peut, avec l'agrément du Directeur Régional de l'Aviation Civile pour la Lorraine, sous-traiter l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie des installations données en occupation.

Dans ce cas, il demeure personnellement et pécuniairement responsable, solidairement avec le sous-traitant, de l'accomplissement des obligations résultant de la présente autorisation.

La désignation du sous-traitant, ainsi que le contrat de sous-traité, devront être soumis à l'agrément préalable de l'Etat.

ARTICLE 5 :

Étant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle. En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par les articles L 34.1 à L 34.9 du Code du Domaine de l'État.

ARTICLE 6 :

Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'État, Administration de l'Aviation Civile, les projets des travaux qu'il entend réaliser dans le cadre de la présente autorisation.

Il appartient alors au bénéficiaire de requérir les autorisations administratives (permis de construire, etc. ...) réglementaires.

ARTICLE 7 :

En cas de travaux, leur exécution sera conduite de manière à satisfaire en toute circonstance aux conditions de sécurité de la navigation aérienne et à gêner le moins possible l'exploitation générale de l'aérodrome. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour, et s'il y a lieu de nuit, selon les dispositions réglementaires. Les travaux seront réalisés en concertation avec l'administration de l'Aviation Civile.

ARTICLE 8 :

L'État ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien et de réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux.

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit leur importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'usage et en assurer l'entretien.

ARTICLE 9 :

Le bénéficiaire s'engage à ne commettre aucun acte susceptible d'entraver l'exploitation normale de l'aérodrome et son utilisation par les autres usagers. Il est tenu de se conformer aux règlements généraux et particulier de l'aérodrome. Il veillera en outre à l'exécution de cette clause par toutes les personnes dont il est responsable.

ARTICLE 10 :

Le bénéficiaire aura à sa charge l'entretien, le nettoyage et la surveillance du terrain et des installations qui s'y trouvent, objet de la présente autorisation, ainsi que les abords immédiats. Le cas échéant, il fera son affaire de l'enlèvement des déchets et ordures. Il supporte, en outre, seul et intégralement, la responsabilité directe de la conservation des aéronefs, matériels et objets entreposés.

ARTICLE 11 :

Les dommages causés aux personnels, aux matériels ou aux tiers, à l'occasion des opérations assurées par le bénéficiaire sous sa responsabilité, et les frais et indemnités qui en résulteraient, sont à la charge du bénéficiaire dans les conditions de droit commun.

Le bénéficiaire répondra du risque d'incendie. Il devra en outre souscrire une police d'assurance pour dommages causés, y compris la responsabilité civile.

Cette police devra obligatoirement porter une clause de renonciation à tout recours contre l'Etat aussi bien de la part des assurés que de celle des assureurs en cas d'accident ou dommage pouvant intervenir à la suite de cette occupation. Les polices et quittances correspondantes devront être

communiquées à l'État sur simple demande.

ARTICLE 12 :

L'usage de l'électricité et de l'eau, ainsi qu'éventuellement du téléphone dans les lieux occupés sera déterminé et payé conformément aux règlements de l'aérodrome.

ARTICLE 13 :

Le bénéficiaire devra payer à l'État, recette principale des impôts de BRIEY, pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation, une redevance annuelle de 107 euros (cent sept euros) pour la période du 1^{er} octobre 2001 au 31 décembre 2006.

Il devra régler également le droit de 10 € (dix euros) prévu à l'article L 29 du Code du Domaine de l'Etat à la recette principale des impôts de BRIEY.

ARTICLE 14 :

Le bénéficiaire s'interdit toute publicité dans les lieux occupés sauf accord écrit de l'État.

ARTICLE 15 :

Le bénéficiaire aura la charge des impôts liés à l'occupation, objet de la présente autorisation.

ARTICLE 16 :

La limite de validité de cette autorisation est fixée au 31 décembre 2006.

ARTICLE 17 :

L'État ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve d'un préavis de Trois (3) mois.

L'autorisation sera retirée par l'État, immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de changement de gestionnaire de l'aérodrome,
- en cas de retard dans le paiement des redevances,
- en cas de force majeure,
- en cas de troubles graves occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable,
- au cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire),
- en cas de cessation de l'usage des installations pendant une durée d'un (1) an,

En cas de transfert de gestion à un organisme, autre que l'État, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de terrain nu, siège d'implantation du hangar, sera à solliciter auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

ARTICLE 18 :

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut d'accomplissement de cette obligation dans un délai d'un (1) an à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par le gestionnaire aux frais et risques du bénéficiaire.

Si l'État accepte que les installations qui auraient été construites par le bénéficiaire ne soient pas enlevées, il ne saurait être tenu au versement d'une indemnité quelconque au profit de l'occupant.

ARTICLE 19 :

Le bénéficiaire, Monsieur Christian RONNET fait élection de domicile :

31, route de Flanville
57645 MONTOY-FLANVILLE

ARTICLE 20 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- La Déléguée Territoriale Lorraine Champagne Ardennes,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 29 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Équipement,
H. CORBEAU

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**COMMUNE DE JEZAINVILLE - AMENAGEMENT DE LA RUE DE DIEULOUARD JUSQU'A LA RUE DE L'ESCH,
Y COMPRIS UNE PARTIE DU CHEMIN DU BOIS LA CUITE, AMENAGEMENT DE LA RUE DE TOUL
ENTRE LE CARREFOUR AVEC LA RUE DE DIEULOUARD ET LE PONT DES PATUREAUX
ET AMENAGEMENT DE LA RUE DE VERZELLE - ARRETE DE CESSIBILITE 05 DE 22 SERUJ/AJF**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le projet :

- d'aménagement de la rue de Dieulouard, jusqu'à la rue de l'Esch, y compris une partie du chemin du Bois la Cuite sur 40m,
- d'aménagement de la rue de Toul, entre le carrefour avec la rue de Dieulouard et le pont des Patureaux,
- d'aménagement de la rue de Verzelle,

l'ensemble, sur le territoire de la commune de JEZAINVILLE,

Vu les plans et les états parcellaires des immeubles à acquérir pour l'ensemble des trois rues ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de JEZAINVILLE du 20 septembre 2005, accompagnée des annexes n° 1, 2, 2bis 3 et 4 ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire à laquelle il a été procédé, en exécution de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur du 12 juin 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 déclarant l'opération d'utilité publique ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 L 11-8, L 13-7, L 13-8, L 13-10, L 13-11, L 13-15, L 13-16, L 13-28, L 16-7, L 21-1 et L 21-3 ainsi que les articles R 11-19 à R 11-31 ;

Vu la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée, notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Considérant la nécessité d'acquérir l'ensemble des terrains destinés à la réalisation des travaux d'aménagement des rues de Dieulouard, de Toul et de Verzelle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Les immeubles désignés sur les trois états parcellaires ci-joints resteront annexés au présent arrêté et nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la commune de JEZAINVILLE.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable dudit immeuble, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

ARTICLE 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de JEZAINVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée :

- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.

NANCY, le 26 juin 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVIS

Par arrêté préfectoral du 28 juin 2006 est autorisée au profit de la direction départementale de l'Équipement de Meurthe et Moselle, service Grands Travaux, l'occupation temporaire sur les parcelles d'une superficie de 108 056 m² en vue de réaliser les travaux de la RN 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, sur le territoire de la commune de SAINT CLEMENT.

**ARRETE N° 06 DE 008 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE RAON LES LEAU
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de RAON LES LEAU en date du 26 février 2005 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2005 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 17 janvier 2006 et le 18 février 2006 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 15 mars 2006 ;

VU la délibération du conseil municipal de RAON LES LEAU en date du 29 avril 2006 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Équipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La carte communale de RAON LES LEAU qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

ARTICLE 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/1 000^e,
- un plan du réseau d'eau potable au 1/1 000^e,
- un plan de localisation 1/10 000^e.

ARTICLE 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 4 : Le conseil municipal de RAON LES LEAU n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de RAON LES LEAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 3 juillet 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 18 AVRIL 2006

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/110

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0551 et 54-0552 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Abdelmalik AMIR, « Brasserie de l'Institut » 2, rue Braconnot, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/111

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0553 et 54-0554** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur François-Arnaud CASALIS, « Crache texte » 6, rue Claudot, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/112

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0555 et 54-0556** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Marc DELMOTTE, « La Taverne de l'Irlandais » 8, rue Mazagran, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/113

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0557 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Elise HEBERT, « Histoires d'eux » 6, rue Claudot, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/114

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 54-0558 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Philippe HURIET, « G2L Compagnie » 159 bis, rue de Mon Désert, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/115

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0079 et 54-0396 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Sylvie JEANNIN, « APRE » 33, rue de la Source, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/116

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0559 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Arnaud LACHAMBRE-KRANTZ, « Arbrerouge » 73, rue Gambetta, entrée E, 54130 Saint-Max.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/117

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0560 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jean-Charles LAMIREL, « Compagnie Ormone » 48, rue du sergent Blandan, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/118

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0287** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Roger MAILLARD, « TIRAMISU Compagnie » 479, Avenue de la Libération, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/119

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0561** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Claude MILLERAND, « OLAVACH ATA » 2 bis, rue Mars de la Tour, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/120

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 54-0562 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Christiane OLIVIER, « CO productions » 14, rue Jeanne d'Arc, 54730 Gorcy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/0563

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0563 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Alexandre QUINTIN, « Des bruits de casseroles » 47, rue Edouard Grosjean, 54520 Laxou.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/122

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0564 et 54-0565 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Philippe SIDRE, « Théâtre Gérard Philipe » Avenue de la Libération, B.P. 3, 54390 Frouard.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/123

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0424, 54-411 et 54-412 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Max TOGNI, « Event Show », 28, rue Foller, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/124

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0567 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Laurence VION, « Suo tempore », 2, rue des Fabriques, 54000 Nancy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
METZ, le 15 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2006/125

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 18 avril 2006,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 54-0566 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Nicole SIGARAY, Mairie de Longwy, 4, Avenue de la grande duchesse Charlotte, 54400 Longwy.

ARTICLE 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

ARTICLE 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 18 mai 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

DIRECTION REGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG

DELEGATION DE SIGNATURE POUR LES DECISIONS RELATIVES A L'ISOLEMENT DES DETENUS - DECISION DU 2 JUIN 2006

Le Directeur Régional des services pénitentiaires de Strasbourg

Vu le code de procédure pénale notamment son article R. 57-8 // R. 57-8-1 ;

D E C I D E

Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Jean-François GARCIA, Adjoint au Directeur Régional, pour les décisions de prolongation de l'isolement des détenus au-delà de six mois et jusqu'à un an, conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2006-337 du 23 mars 2006.

Le Directeur Régional,
Michel SAINT-JEAN

CENTRE DE DETENTION DE TOUL

DELEGATION DE SIGNATURE POUR LES DECISIONS RELATIVES A L'ISOLEMENT DES DETENUS - DECISION DU 1^{ER} JUIN 2006

Je soussignée, Bénédicte BRUNELLE, Directrice du Centre de Détention de TOUL, donne délégation à :

- M. Frédéric LOPEZ, Directeur Adjoint

- Mme Séverine THIEBAULT, Directrice Adjointe

pour ordonner le placement à l'isolement des détenus et la prolongation de cette mesure pour une durée de 3 mois en application des articles R57-8 et R57-8-1 du Code de Procédure Pénale.

La Directrice,
B. BRUNELLE

RESEAU FERRE DE FRANCE

DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu la décision du 1^{er} octobre 2005 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit Conseil a délégué à son Président une partie de ses pouvoirs et a défini les principes de délégation à certains responsables de l'établissement ;
Vu la décision du 25 mars 2004 portant organisation de Réseau ferré de France ;
Vu la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de directeur régional pour les régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne ;
Vu la décision du 5 octobre 2005 portant délégation de signature au Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;
Vu l'attestation en date du 28/04/2006 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les activités de transport de la SNCF et pour sa mission de gestion déléguée de l'infrastructure ;
Considérant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

D E C I D E**ARTICLE 1er**

Le terrain sis à ECROUVES (54) Lieu-dit Avenue du 15ème Génie sur la parcelle cadastrée AK 501p pour une superficie de 32 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera affichée en mairie de ... et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

STRASBOURG, le 15 juin 2006

Pour le Président et par délégation,
Philippe LAUMIN,
Directeur Régional Alsace Lorraine Champagne Ardenne

- (1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place à la direction régionale Alsace Lorraine de Réseau Ferré de France, 15 rue des Francs-Bourgeois - 67082 Strasbourg Cedex ou bien à l'Agence Immobilière Régionale de la SNCF de METZ NANCY, 14 Viaduc J-F Kennedy - 54052 NANCY CEDEX.

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE**CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA GESTION ADMINISTRATIVE DES AGENTS DE CONTROLE DES ORGANISMES DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE**

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée en dernier lieu par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel,
Vu l'article L. 724-7 du code rural,
Vu l'article L. 243-9 du code de la sécurité sociale modifié par l'article 73-II de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003,
Vu l'arrêté du 21 février 2001 (modifié par l'arrêté du 4 juillet 2005) déterminant les conditions d'agrément des agents de contrôle des caisses de mutualité sociale agricole,
Vu la circulaire DGFAR/SDPS/C2005-5048 du 26 octobre 2005 relative à l'agrément et assermentation des agents de contrôle.
Vu le récépissé de déclaration de la Commission Nationale Informatique et Libertés relatif à la gestion administrative des agents de contrôle des Organismes de Mutualité Sociale Agricole enregistré sous le dossier numéro 114 80 73 en date du 02 mars 2006.

D E C I D E**ARTICLE 1^{ER}**

Il est créé entre les organismes de Mutualité Sociale Agricole (CMSA) et la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à permettre à la CCMSA d'assurer une gestion administrative des agents de contrôle des organismes de MSA en procédant à leur recensement.

ARTICLE 2

Les catégories d'informations à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- Identité (nom, prénom),
- N° MSA ou de la Fédération de MSA employeur de l'agent de contrôle,
- La préfecture ayant délivré la carte de contrôleur
- La date de la prestation de serment
- Le tribunal d'instance concerné
- Le ou les départements ou le contrôleur est habilité à exercer son activité professionnelle

Les données seront conservées sur fichier EXCEL pendant la durée d'exercice de l'activité professionnelle de l'agent de contrôle de l'organisme de Mutualité Sociale Agricole.

ARTICLE 3

Les informations visées à l'article 2 sont destinées à la Mission contrôle et lutte contre le travail illégal de la CCMSA.

ARTICLE 4

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès de la Mission contrôle et lutte contre le travail illégal de la CCMSA.

Le droit d'opposition s'exerce dans les mêmes conditions que le droit d'accès et de rectification et ce, pour des motifs légitimes.

ARTICLE 5

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Ile-de-France, de même que dans le Bulletin d'information de la Mutualité Sociale Agricole.

Fait à Bagnolet, le 20 mars 2006

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès, de rectification et d'opposition des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine auprès de son Directeur, Jean-Marie GERARD. »

A Vandoeuvre-lès-Nancy, le 28 juin 2006

Le Directeur,
Jean-Marie GERARD

**CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU CHANGEMENT D'ADRESSE EN LIGNE
DANS LE CADRE DU PROGRAMME ADELE DESTINE A SIMPLIFIER LES DEMARCHES DES ASSURES DU REGIME AGRICOLE**

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu l'ordonnance n°2005-395 du 28 avril 2005 relative au service public du changement d'adresse,
Vu le décret n°2005-469 du 16 mai 2005 pris en application de l'ordonnance n°2005-395 du 28 avril 2005 relative au service public du changement d'adresse,
Vu l'arrêté du 16 mai 2005 créant un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « changement d'adresse en ligne »,
Vu la délibération de la CNIL en date du 30 mars 2005 et portant le n°2005-54,
Vu l'avis favorable de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) sur le dossier « simplification des démarches des assurés du régime agricole par le programme changement d'adresse Adèle » et enregistré sous le numéro 1168818 en date du 30 mai 2006,

D E C I D E

ARTICLE 1^{ER}

Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à simplifier les démarches administratives des assurés du régime agricole. Ce traitement a été pris dans le cadre du programme ministériel ADELE relatif à l'administration en ligne. Ce traitement permet, pour les assurés qui ont choisi d'informer la MSA de leur changement d'adresse via internet, de transmettre directement cette nouvelle adresse au sein des organismes de mutualité sociale agricole. Dans ce cadre, l'assuré du régime agricole qui l'aura indiqué sur le site « changement-adresse.gouv.fr », n'aura plus besoin d'effectuer de nouvelles démarches auprès de sa caisse de MSA.

Le délai de prise en charge de la saisie des éléments est de 10 jours.

ARTICLE 2

Les informations de l'assuré concernées par ce traitement sont :

- le nom et le prénom
- l'ancienne et la nouvelle adresse postale
- le numéro de téléphone
- l'adresse courriel
- le numéro d'identification au répertoire de l'INSEE

ARTICLE 3

La CCMSA transmet les informations visées à l'article 2 aux différentes caisses départementales et pluri-départementales concernées.

ARTICLE 4

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. Toutefois, le droit d'opposition ne s'applique pas dans la mesure où le traitement répond aux besoins de la caisse de MSA concernée.

ARTICLE 5

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Ile-de-France.

Fait à Bagnolet, le 1^{er} juin 2006

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur, Jean-Marie GERARD. »

A Vandœuvre-lès-Nancy, le 28 juin 2006

Le Directeur,
Jean-Marie GERARD

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

DELEGATION DE SIGNATURE

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1991 nommant le vice-président du Conseil d'Etat ordonnateur principal des recettes et des dépenses du Conseil d'Etat et des juridictions administratives ;

Vu le décret n° 91-208 du 22 février 1991, complétant le décret n° 89-915 du 19 décembre 1989 et instituant les présidents, chefs de juridiction des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, ordonnateurs secondaires des dépenses de fonctionnement de la juridiction qu'ils président ;

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel RICHER, président du tribunal administratif de NANCY, M. Bernard COMMENVILLE, vice-président, est habilité à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard COMMENVILLE, vice-président du tribunal administratif, Mme Marie-Pierre BEETZ, greffier en chef, est habilitée à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les décisions de « passez outre », ni les réquisitions du comptable qui restent soumises à la signature du président du tribunal administratif.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

ARTICLE 5 : Les signatures de M. Bernard COMMENVILLE et de Mme Marie-Pierre BEETZ seront accréditées auprès de M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 6 : Le président du tribunal administratif, le trésorier-payeur général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 3 juillet 2006

Le Président,
Daniel RICHER

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

AVENANT N° 1 A LA DECISION N° 79/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME EDITH DUFAY

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
D E C I D E

Article 1 : L'article 3 de la décision sus-visée est modifié ainsi qu'il suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Edith DUFAY, il est donné délégation à Monsieur David PINEY, Pharmacien, à effet d'engager et liquider les dépenses des comptes visés à l'article 1.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PINEY, la même délégation est donnée à Madame Annaïck MILLOT, Pharmacien.

Article 2 : Le présent avenant prend effet au 1^{er} mai 2006, et sera porté à la connaissance du Conseil d'Administration.

Article 3 : Les autres dispositions de la Décision N°79/DIR/2005 demeurent inchangées.

Fait à LUNEVILLE, le 2 mai 2006

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

AVIS DE VACANCES

AVIS DE VACANCE DE POSTES D'I.D.E A LA MAISON DE RETRAITE RAYNALD MERLIN DE DOMMARTIN SUR VRAINE
ET A LA MAISON DE RETRAITE SAINT SIMON DE LIFFOL LE GRAND

Un poste d'I.D.E. (50% OU 75%) est déclaré vacant à la Maison de Retraite Raynald Merlin de Dommartin sur Vraine ;
de même qu'un poste d'I.D.E (à 50%) à la Maison de Retraite Saint Simon de Liffol le Grand.

Ces postes sont proposés par mutation, détachement ou par voie contractuelle dans l'objectif d'une titularisation.

Descriptifs des postes : Travail en collaboration avec une équipe d'infirmier(e), d'aides-soignants (es) et d'agents de service hospitalier.

Le recrutement peut être fait Soit à 50% sur la maison de Dommartin et complément de 50% sur la maison de retraite SAINT SIMON de LIFFOL LE GRAND), soit 75% sur la maison de Dommartin sur Vraine, soit seulement 50% sur l'un des deux établissements.

Disponibilité du poste : 1er septembre 2006

Les candidatures accompagnées d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae devront être adressées à :

Madame la directrice
EHPAD R MERLIN
12 Place du Monument
88170 DOMMARTIN SUR VRAINE

OU

Madame la directrice
MAISON DE RETRAITE ST SIMON
1 Chemin derrière la ville - B P 11
88350 LIFFOL LE GRAND

AVIS DE VACANCE D'UN POSTE D'AGENT ADMINISTRATIF A L'EH PAD RAYNALD MERLIN DE DOMMARTIN SUR VRAINE

Par application du décret N°2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière,

Un poste d'agent administratif est à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude au sein de l'EH PAD Raynald Merlin de Dommartin sur Vraine.

Modalités de candidatures : Aucune condition de diplômes ou de titres n'est exigée.

Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de 55 ans au 1^{er} janvier de l'année du recrutement sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics.

Modalités d'inscription sur ces listes d'aptitude :

Cette liste est la résultante de :

1. Examen par une commission, des dossiers de candidature transmis
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

Dépôts des dossiers de candidatures :

Les dossiers constitués d'une lettre de candidature accompagnée d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies, les emplois précédemment occupés et d'une copie de la carte d'identité devront être adressés avant la date mentionnée ci dessous à :

Madame la directrice de l'EHPAD R MERLIN
12 Place du Monument
88170 DOMMARTIN SUR VRAINE

Le dossier peut valablement être envoyé par lettre en recommandé avec accusé réception ou déposé au secrétariat de l'établissement contre la remise d'une attestation de dépôt.

Disponibilité du poste : 01.09.2006

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS CADRES DE SANTE
AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET - EPINAL

Un concours sur titres pour le recrutement de trois cadres de santé aura lieu au Centre Hospitalier Jean Monnet à Epinal le 22 Septembre 2006.

Ce concours est ouvert aux candidats fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre de santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques, comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps.

Les candidatures doivent parvenir à Madame le Directeur du Centre Hospitalier Jean Monnet - 3 avenue Robert Schumann - BP 590 - 88021 EPINAL Cedex - avant le **22 Août 2006**, le cachet de la poste faisant foi, accompagnée de la copie du diplôme.

EPINAL, le 3 juillet 2006

Le Directeur,
D. CAPPELLI

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT
DE CADRES DE SANTE - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE - AU CHU DE NANCY**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière

Un concours sur titres interne est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ✚ 4 postes de Technicien de Laboratoire cadre de santé au CHU de NANCY
- ✚ 1 poste de Préparateur en Pharmacie hospitalière cadre de santé au CHU de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

- ✚ titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} Septembre 1989,
 - comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/06), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité.

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière

- ✚ titulaires de l'un des diplômes d'accès au corps régis par le décret n° 89-613 du 01/09/89, et du diplôme de cadre de santé,
 - ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico technique.

Les candidats titulaires du certificat suivant sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,11 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle Gestion des emplois
Service des examens et concours - bureau n°12
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 11 juillet 2006

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT
DE CADRE DE SANTE - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE - AU CHU DE NANCY**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière

Un concours sur titres externe est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ✚ 1 poste de Technicien de Laboratoire cadre de santé au CHU de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- ✚ titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989, et titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent
 - ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires de certificat suivant sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,11 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle Gestion des emplois
Service des examens et concours - bureau n°12
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 11 juillet 2006

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

